

**MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET
ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE**

CABINET DU MINISTRE

N° /Réf : 540/95/...../2023

1422

SECRETARIAT GENERAL DE L'ETAT	
Date d'Entrée	03/04/2023
N° d'enregistrement	2460
Service destinataire	SGE
N° classement	
Reçue par	

TRANSMIS COPIE POUR INFORMATION A :

- Son Excellence Monsieur le Président de la République, avec les Assurances de ma Plus Haute Considération ;
- Son Excellence Monsieur le Vice-Président de la République, avec les Assurances de ma Très Haute Considération ;
- Son Excellence Monsieur le Premier Ministre de la République, avec les Assurances de ma Très Haute Considération

✓ **A Monsieur le Secrétaire Général de l'Etat
à
BUJUMBURA**

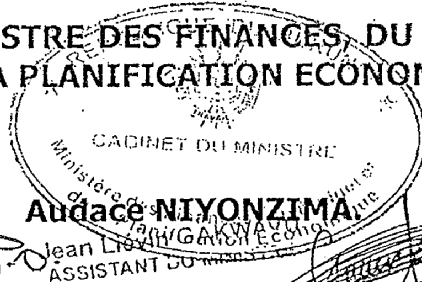
Objet : Projet d'amendement de certaines dispositions de la loi n°1/08 du 20 mai 2021 portant modification de la loi n°1/17 du 25 septembre 2007 portant organisation du système statistique au Burundi

Monsieur le Secrétaire Général,

Conformément aux recommandations et observations du Conseil des Ministres du 15 mars 2023 relatives au projet d'amendement de la loi en marge, j'ai l'honneur de vous transmettre, en annexe à la présente pour la suite des procédures, ledit projet après intégration et prise en compte de ces recommandations et observations.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma haute considération.

**LE MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET
DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE,**



C.P.I. à :

**Madame la Ministre de la Justice
à BUJUMBURA.**

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE

CABINET DU MINISTRE

Projet d'amendement de certaines dispositions de la Loi n°1/08 du 20 mai 2021 portant modification de la Loi n°1/17 du 25 septembre 2007 portant organisation du Système Statistique National au Burundi

EXPOSE DES MOTIFS

I. CONTEXTE

L'élaboration et la promulgation de la Loi n°1/08 du 20 mai 2021 portant modification de la Loi n°1/17 du 25 septembre 2007 portant organisation du Système Statistique National (SSN) au Burundi sont intervenues dans un contexte où le Gouvernement du Burundi faisait face aux défis liés à l'utilisation et l'exploitation des statistiques officielles et non officielles.

Les changements attendus de la mise en œuvre de cette Loi n'ont pas été appréciés par certains partenaires au développement et utilisateurs des données statistiques suite à l'obligation d'utiliser les statistiques officielles dans le contexte actuel nécessitant la production des statistiques conjoncturelles jusque-là non encore produites par le SSN (impact de la pandémie de la Covid-19 et de la crise russo-ukrainienne sur la vie des ménages et le développement des entreprises ; les statistiques liées aux catastrophes ; etc.).

Ainsi, dans le cadre du maintien d'un dialogue permanent entre producteurs et utilisateurs des données statistiques produites par le système statistique national du Burundi, l'Institut National de la Statistique du Burundi (INSBU), avec l'appui technique et financier du Système des Nations Unies, a organisé un atelier sur la gouvernance statistique qui a eu lieu à Bujumbura, du 02 au 04 novembre 2022.

Ont pris part à cet atelier les animateurs du système statistique national, les utilisateurs des statistiques officielles, y compris les médias et la société civile, les partenaires au développement du Burundi, les institutions des Nations Unies représentées au Burundi, la Banque Mondiale, le Centre Africain pour la Statistique de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et la Division Statistique des Nations Unies.

Lors des échanges et débats, les participants ont eu l'opportunité de discuter sur l'adaptation du cadre institutionnel et organisationnel des systèmes statistiques nationaux afin qu'ils soient à mesure de relever les défis et de saisir les opportunités offertes par la modernisation et la transformation technologiques dans la production de statistiques officielles de qualité, actualisées et désagrégées en appui aux politiques et stratégies de développement.

En effet, l'émergence de nouvelles sources de données, souvent collectées par des organismes ne faisant pas partie du système de la statistique officielle ainsi que le développement de nouvelles technologies de collecte, de traitement, d'analyse, de diffusion et d'archivage de l'information nécessitent la mise en place d'un cadre législatif qui, à la fois, promeuve la coopération, le partenariat et le dialogue entre les diverses communautés nationales des données tout en garantissant la mise en œuvre coordonnée des principes fondamentaux de la statistique officielle des Nations Unies en général et de la Charte Africaine de la Statistique, en particulier pour les pays africains.

La diversité et l'abondance de données en relation avec le développement rapide de la société de l'information nécessite de la part des instituts nationaux de la statistique de tous les pays, sans exception, de renforcer leur confiance auprès des gouvernements et des citoyens en particulier en ce qui concerne la mise en œuvre stricte des principes de professionnalisme, d'objectivité, d'indépendance et de confidentialité de la statistique officielle.

II. ETAT DES LIEUX ET SUGGESTIONS D'AMELIORATION

Les participants à l'atelier se sont accordés sur le fait que la Loi n°1/08 du 20 mai 2021 portant modification de la Loi n°1/17 du 25 septembre 2007 portant organisation du Système Statistique National au Burundi a pour vocation de concourir à la mise à jour du cadre institutionnel de la statistique officielle au Burundi et de contribuer à l'organisation d'un système statistique qui réponde aux besoins en données et informations statistiques en appui à toutes les politiques et stratégies de développement.

Néanmoins, si la Loi n°1/08 du 20 mai 2021 portant modification de la Loi n°1/17 du 25 septembre 2007 portant organisation du Système Statistique National au Burundi établit un cadre institutionnel renforcé en appui de la planification et de la coordination statistique et contribuera à améliorer la qualité des produits statistiques, les défis auxquels la statistique officielle est confrontée en ces périodes de rapides changements technologiques, parlent en faveur d'une adaptation de la Loi en vigueur au Burundi afin de renforcer la résilience et l'adaptabilité de l'appareil statistique.

En effet, les indicateurs des objectifs de développement durable et de l'Agenda 2063 pour l'Afrique ainsi que la crise de la COVID-19 suivie par les turbulences géopolitiques en Europe ont mis au défi les systèmes statistiques nationaux de maintenir leurs opérations durant la pandémie et, au même moment, de répondre rapidement aux besoins émergents des utilisateurs afin de produire l'information statistique pour mesurer l'incidence de ces crises et de mettre en place les réponses politiques adaptées.

Par rapport à cette Loi en vigueur et en conformité avec les principes fondamentaux de la statistique officielle et de la Charte africaine de la statistique, certains éléments méritent un éclaircissement plus détaillé.

Il s'agit :

➤ *De la définition du champ de la statistique officielle*

Il a été noté par rapport aux bonnes pratiques et recommandations internationales que la Loi ne renseigne pas ou peu sur le champ de la statistique officielle. Compte tenu du rôle important qui leur incombe, ainsi que de la confiance, du respect et de l'autorité qu'on leur accorde, il est essentiel que la loi insiste sur les principes qui qualifient les statistiques officielles.

De façon générale, il a été rappelé que selon les définitions reprises dans les principes fondamentaux de la statistique officielle et de la Charte africaine de la statistique, les statistiques établies par des entités privées et organisations internationales, hors mandat ou sans accord préalable octroyé par l'Autorité Statistique Nationale (INSBU), y compris celles produites par des instituts privés de recherche, ne sont pas considérées comme des statistiques officielles et ne devraient donc pas être régies par la Loi.

De même, les données et les registres administratifs, respectivement collectées et maintenues par des organes gouvernementaux à titre de l'obligation qui leur incombe de gérer et rendre compte de leurs activités, ne sont pas assimilés à des statistiques officielles et ne devraient pas être visés par la Loi, à moins d'être consignés dans le programme statistique et de satisfaire aux principes des statistiques officielles.

Ce manque de clarté dans la délimitation de la statistique officielle et, au-delà, du système statistique national pose le problème du champ de la Loi et de l'application de certaines de ses dispositions, en particulier celles se rapportant à l'octroi du visa statistique.

S'il est généralement recommandé d'énumérer dans la loi les principes qui distinguent la statistique officielle des autres statistiques, il est conseillé de recenser dans les programmes statistiques celles qui adhèrent à ces critères, y compris les organismes publics qui les produisent et les sources de données respectives.

Par conséquent, toutes les statistiques établies par des entités privées et organisations internationales, hors mandat ou sans accord préalable octroyé par l'Autorité Statistique Nationale (INSBU), ne devront pas faire objet d'usage et de publication pour des fins engageant le Gouvernement.

➤ ***de l'indépendance professionnelle***

Tout manquement au respect de l'indépendance professionnelle peut compromettre la confiance du public et la capacité des statistiques officielles à fournir une base légitime pour soutenir la prise de décision.

L'indépendance professionnelle est un principe fondamental qui implique que les producteurs des statistiques officielles procèdent uniquement sur la base de considérations scientifiques et professionnelles, indépendamment et à l'abri de toute pression ou ingérence politique ou extérieure, au développement, à la production, à la diffusion et à la communication des statistiques. Ceci comprend la sélection des sources de données, des concepts, des définitions, des méthodes et des classifications à utiliser, ainsi que le calendrier et le contenu de toutes les formes de diffusion et de communication.

Afin de promouvoir l'objectivité de la statistique officielle, mais également de développer sa capacité à répondre rapidement aux besoins émergents des utilisateurs en temps de crise, la Loi se doit de promouvoir l'indépendance professionnelle des acteurs du système statistique national.

Présentement, le rôle de dépositaire des statistiques officielles au Burundi est conféré au Ministre ayant les statistiques dans ses attributions. Même si dans les faits le Ministre ne s'immisce pas dans les éléments scientifiques et techniques de l'élaboration des statistiques, ceci peut être perçu comme une entrave à l'indépendance professionnelle.

Cette perception nuit à la crédibilité de l'appareil statistique et à la confiance dans les données publiées. Les Principes fondamentaux de la statistique officielle confèrent ce rôle au Statisticien en Chef qui, dans le cas du Burundi, est le Directeur général de l'INSBU.

La Loi prévoit que les responsables des services publics concernés, pas nécessairement le Directeur général de l'INSBU ou les autres producteurs des statistiques officielles, commentent publiquement les erreurs d'interprétation dans un délai de sept jours.

Afin de garantir l'impartialité et l'objectivité et d'éviter tout conflit d'intérêt, les principes statistiques et les bonnes pratiques prévoient que c'est au Statisticien en Chef, ou aux autres producteurs des statistiques officielles dans leurs domaines de compétences respectifs, de décider s'il a lieu de réagir et le cas échéant de commenter publiquement les erreurs d'interprétation ainsi que l'utilisation abusive des statistiques officielles.

➤ ***des mécanismes de consultation des utilisateurs***

En règle générale, afin de s'assurer de la pertinence de l'information statistique, de sa couverture, de sa périodicité, de son actualité et de son niveau de désagrégation, une loi statistique, idéalement, devrait préciser les organismes producteurs et prévoir les mécanismes de consultation avec les utilisateurs. Au Burundi, le Comité National de l'Information Statistique (CNIS) tel que prévu par la Loi et décrit au Décret n°100/152 du 16 novembre 2022 correspond dans son mandat et ses attributions au Conseil consultatif de la statistique proposé dans les manuels internationaux.

En effet, le CNIS, tout comme le Conseil consultatif de la statistique, est l'organe consultatif chargé de donner des avis sur les priorités stratégiques et les besoins des utilisateurs au

Directeur général ainsi qu'à l'ensemble du système statistique national et au gouvernement. Le Conseil veille à ce que les points de vue des utilisateurs soient pris en compte lors de l'établissement des priorités dans le programme statistique, mais également à promouvoir la transparence et la responsabilisation du système statistique national.

Le CNIS est composé, comme il se doit, d'utilisateurs de la statistique officielle, et non pas de producteurs, et c'est le Directeur général de l'INSBU qui, à juste titre, assume le secrétariat du CNIS. Malheureusement, la majorité des membres du CNIS est issue des institutions publiques, laissant de côté de nombreuses communautés d'utilisateurs comme la société civile, les médias, les chercheurs, les partenaires internationaux et le secteur privé. Qui plus est, la Loi ne fait aucunement mention d'autres mécanismes de consultation pour recueillir des informations sur les priorités et la satisfaction de ces groupes d'utilisateurs.

➤ *De la coordination et des programmes statistiques*

La Loi statistique ne fait que peu de cas du statut et de l'autorité accordés au Directeur général de l'INSBU pour assumer les responsabilités qui lui incombent pour coordonner et représenter le système statistique national d'une manière autonome aux niveaux national et international.

Selon les bonnes pratiques et les directives internationales, c'est au Directeur général, et non au Ministre de tutelle, que revient la tâche de dépositaire des statistiques officielles pour le fonctionnement du système statistique national en coopération avec tous les producteurs des statistiques officielles. Il devrait être pleinement habilité à développer le contenu des programmes statistiques pluriannuels et annuels et les rapports sur leur mise en œuvre au terme de consultations avec les utilisateurs des statistiques, les chefs d'entreprises et les fournisseurs de données administratives.

Le Directeur général est bien le Président du CTIS mais il n'est pas clairement articulé dans la loi qui, en dernier ressort, fixe les définitions, méthodes, nomenclatures, normes et lignes directrices applicables à l'ensemble des producteurs des statistiques officielles. Cette harmonisation est essentielle pour le développement et la production des statistiques cohérentes et comparables tout en évitant les doublons et les lacunes dans la production des statistiques et en limitant la charge statistique auprès des chefs d'entreprises.

La Loi prévoit les programmes statistiques pour l'ensemble des producteurs dans le but de planifier les activités du système statistique national, de coordonner efficacement les travaux entre les producteurs des statistiques officielles et d'obtenir du gouvernement un mandat relatif aux travaux statistiques.

En effet, les programmes légitiment la collecte de données auprès des entreprises et des fournisseurs de données administratives. Malheureusement, le seul article de la Loi faisant référence aux programmes ne spécifie pas clairement les rôles respectifs du Directeur général, du CNIS et de CTIS au développement des programmes statistiques pluriannuels (stratégiques) et annuels (opérationnels) couvrant les activités statistiques de l'ensemble des producteurs des statistiques officielles. Il n'est également pas fait référence aux ressources humaines, financières et techniques accordées à l'ensemble des producteurs des statistiques officielles pour la mise en œuvre des programmes statistiques.

Aux vues du développement de la société de l'information, il serait également souhaitable que la Loi propose que l'INSBU et son Directeur général ainsi que les autres producteurs des statistiques officielles maintiennent un dialogue et un partenariat harmonieux avec les fournisseurs et opérateurs de données publics et privés (écosystème des données).

Cette collaboration devrait permettre la mise en place des mécanismes non coercitifs facilitant, le cas échéant, l'adoption des normes, de la terminologie, des classifications et de la technologie appliquées aux statistiques officielles afin d'étendre l'interopérabilité des données à l'ensemble de l'écosystème national des données. Pour cela, il serait nécessaire que l'INSBU ait sa place dans les groupes de pilotage des différentes initiatives et travaux pour la digitalisation de l'administration et de l'économie du Burundi.

III. PERSPECTIVES

La Loi n°1/08 du 20 mai 2021 ainsi que le Décret n°100/153 du 16 novembre 2022 portant création, attributions, composition et règles de fonctionnement de l'Autorité statistique nationale (INSBU) ont pour vocation de concourir à la mise à jour du cadre institutionnel de la statistique officielle au Burundi et de contribuer à l'organisation d'un système statistique coordonné qui réponde aux besoins en données et informations statistiques en appui à toutes politiques de développement.

Dans une large mesure, le cadre législatif actuel souligne l'importance des programmes statistiques pluriannuels et annuels, garantit les droits des fournisseurs et la transmission des données administratives aux producteurs des statistiques officielles au niveau de détail requis, énonce les obligations des fournisseurs en ce qui concerne les enquêtes et les recensements et insiste sur l'importance du dialogue avec les utilisateurs.

Cependant, la mise en application des dispositions de la loi a mis en relief des interprétations qui vont à l'encontre de l'esprit et de la lettre du législateur ainsi que des Principes fondamentaux de la statistique officielle et de la Charte africaine de la statistique. De plus, si la Loi ci-haut citée établit un cadre institutionnel renforcé en appui à la planification et à la coordination statistique, les défis auxquels la statistique officielle est confrontée en ces périodes de rapides changements technologiques plaident en faveur de son adaptation.

En définitive, les dispositions de la Loi qui pourraient faire objet d'un ajustement sont les suivantes :

- définition du champ de la statistique officielle ;
- indépendance professionnelle ;
- mécanisme de consultation des utilisateurs ;
- coordination, programmes statistiques et ressources ;
- visa statistique.

Ces ajustements, sans aucun doute, contribueraient à renforcer la crédibilité et la confiance dans les statistiques officielles et à fortifier la relation entre le Gouvernement et ses partenaires au développement ainsi qu'avec l'ensemble des acteurs économiques et sociaux du Burundi. Ils permettraient également, sans en diluer la pertinence, de clarifier la portée et l'application des dispositions relatives au visa statistique pour l'ensemble de la communauté des données, en particulier pour les organismes privés et les organisations internationales.

Dans un premier temps, il est proposé de :

- revoir les dispositions de la loi relatives au visa statistique ;
- retoucher certains articles relatifs aux définitions, délimitations du SSN et aux prérogatives de l'autorité statistique nationale (INSBU) en ce qui concerne la coordination du système et l'indépendance professionnelle afin de garder une certaine cohérence.

Dans un deuxième temps, il serait opportun de penser, à moyen terme, à la révision de toute la Loi. Celle-ci prendrait en compte les éléments de modernité et de transformation pour bâtir un système statistique doté de moyens, agile, résilient, répondant, de manière efficace, aux besoins présents et futurs des utilisateurs, capable de fournir les informations utiles à la prise de décision et au développement du pays.

Dans les deux cas de figure, la mise à jour du cadre légal relatif à la statistique officielle doit strictement tenir compte du contexte institutionnel, culturel et historique du Burundi.

La version de la loi amendée et figurant en annexe de cette note répond aux préoccupations et doléances exprimées par les partenaires au développement, y compris la Banque Mondiale.

**Annexe : Proposition d'amendements à la Loi n°1/08 du 20 mai 2021 portant
modification de la Loi n°1/17 du 25 septembre 2007 portant organisation
du Système Statistique National au Burundi**

Article de la loi	Proposition d'amendements
Article 1 : La présente loi a pour objet de fixer l'organisation de l'activité statistique du Burundi. Elle définit les principes fondamentaux pour la production des statistiques officielles, le cadre institutionnel relatif à la production statistique et les modalités de coordination des activités statistiques au sein du Système Statistique National (SSN).	Article 1 : La présente loi a pour objet de fixer l'organisation de l'activité statistique du Burundi. Elle définit les principes fondamentaux et le cadre institutionnel applicables au développement, à la production et à la diffusion des statistiques officielles, ainsi que les modalités de coordination du Système Statistique National (SSN). Elle s'applique à toute personne physique ou morale désireuse de produire et de diffuser les données statistiques présentant l'image réelle du pays.
Article 2 : 2. avis d'éthique, une autorisation écrite et obligatoire délivrée à toute personne physique ou morale promotrice d'une enquête statistique ou recherche biomédicale et comportementale, et garantissant que cette enquête ou recherche souscrit aux principes de respect de la personne humaine, de bienfaisance et de justice internationalement reconnus 3. diffusion statistique, la mise à la disposition du public des données statistiques produites, à l'exception des données confidentielles ; elle peut revêtir plusieurs formes telles que le papier, les supports électroniques et toute forme technologique autorisée par les textes en vigueur ; 13. statistique, un ensemble des méthodes scientifiques visant à collecter des données de toutes natures, à recueillir, dépouiller, compiler, analyser, publier et archiver des	Article 2 : 2. avis d'éthique, est une autorisation écrite et obligatoire délivrée, sur demande, par le Comité National d'Éthique de la protection des êtres humains sujets de la recherche biomédicale et comportementale, à toute personne physique ou morale promotrice d'une enquête statistique ou recherche biomédicale et comportementale, et garantissant que cette enquête ou recherche souscrit aux principes de respect de la personne humaine, de bienfaisance et de justice internationalement reconnus ; 3. diffusion statistique, la mise à la disposition du public des produits statistiques, notamment les méthodologies, les données, les métadonnées, les résultats des analyses statistiques, etc., à l'exception des données confidentielles ; elle peut revêtir plusieurs formes telles que le papier, les supports électroniques et toute forme technologique autorisée par les textes en vigueur ; 13. statistique, un ensemble des méthodes scientifiques visant à collecter des données de toutes natures, à recueillir, dépouiller, compiler, analyser, diffuser et archiver des

renseignements sur les activités commerciales, industrielles, financières, sociales, économiques et autres, ainsi qu'à en tirer des conclusions devant servir à la prise de décisions ; 14. statistiques officielles, un ensemble d'informations statistiques produites, validées, compilées et diffusées par les autorités statistiques ; 15. système statistique national (SSN), l'ensemble des services publics et parapublics qui produisent des statistiques officielles sur l'ensemble des domaines de la vie de la Nation ou ayant en charge la formation des statisticiens ou des démographes ; 17. visa statistique, une autorisation écrite délivrée sur demande, sous forme de code alphanumérique, par le Ministre ayant la tutelle de l'autorité statistique nationale, à toute personne désireuse d'entreprendre une enquête ou une recherche statistique et attestant que l'enquête ou la recherche respecte les normes et méthodes reconnues internationalement, que ce soit au niveau de son organisation ou de la publication des données qui en sont issues.	renseignements relatifs aux phénomènes économiques, démographiques, sociaux, environnementaux et autres, ainsi qu'à en tirer des conclusions devant servir à la prise de décisions ; 14. statistiques officielles, un ensemble des statistiques produites, compilées et diffusées après validation par le système statistique national conformément aux dispositions y relatives et, consignées dans les programmes statistiques annuels et pluriannuels ; 15. système statistique national (SSN), l'ensemble des services statistiques (Autorité statistique nationale, services statistiques placés auprès des départements ministériels ou auprès des organismes publics et parapublics) qui produisent des statistiques officielles sur l'ensemble des domaines de la vie de la Nation ou ayant en charge la formation des statisticiens ou des démographes ; 17. visa statistique, une autorisation écrite délivrée sur demande, sous forme de code alphanumérique, par le responsable de l'autorité statistique nationale, à toute personne physique ou morale désireuse d'entreprendre une enquête ou une recherche statistique, attestant de son opportunité et certifiant que son organisation et, le cas échéant, sa diffusion respectent les normes et méthodes reconnues internationalement, établies à l'avance et accessibles publiquement.
Article 18 : Dans l'exercice de leurs missions de production et de diffusion des données statistiques, les composantes du Système Statistique National (SSN) se conforment aux principes fondamentaux de la statistique officielle, notamment le respect du secret statistique ainsi que le respect des normes, des méthodes et des concepts utilisés au plan international en matière statistique.	Article 18 : Dans l'exercice de leurs missions de production et de diffusion des données statistiques, les composantes du Système Statistique National (SSN) se conforment à la présente loi ainsi qu'aux principes fondamentaux de la statistique officielle, notamment le respect du secret statistique ainsi que le respect des normes, des

	méthodes et des concepts utilisés au plan international en matière statistique.
Article 19 : La collecte, le traitement et la diffusion des données statistiques officielles pour les besoins de l'Etat relèvent des services et des établissements composant le Système Statistique National (SSN). Le dépositaire des statistiques officielles est le Ministre ayant les statistiques dans ses attributions. C'est lui qui autorise leur accès pour un domaine bien précis. Les données statistiques officielles ne peuvent être diffusées que par les services les ayant produites après avis du Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS). Les données statistiques de souveraineté nationale ne sont diffusées qu'après approbation du Comité National de l'Information Statistique (CNIS).	Article 19 : La collecte, le traitement et la diffusion des données afin d'établir des statistiques officielles pour les besoins de l'Etat relèvent des services et des organismes composant le Système Statistique National (SSN). Le dépositaire des statistiques officielles est le responsable de l'autorité statistique nationale. C'est lui qui autorise leur accès pour un domaine bien précis. Les statistiques officielles ne peuvent être diffusées que par les services les ayant produites après avis du Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS). Les statistiques de souveraineté nationale (indiquées dans les programmes et plans de production statistique) ne sont diffusées par les organes membres du Système Statistique National qu'après approbation du Comité National de l'Information Statistique (CNIS).
Article 21 : La production des statistiques officielles s'effectue dans le cadre des plans annuels et programmes pluriannuels de statistique qui reprennent l'ensemble des opérations à mener au cours de la période concernée, notamment les opérations nationales de collecte de données statistiques. Chaque programme indique la stratégie de sa réalisation, les résultats attendus, les différents intervenants et l'évaluation des financements y relatifs ainsi que les sources de financement.	Article 21 : La production des statistiques officielles s'effectue dans le cadre des plans annuels et programmes pluriannuels de statistique qui reprennent l'ensemble des opérations à mener au cours de la période concernée, notamment les opérations nationales de collecte de données statistiques. Chaque programme indique la stratégie de sa réalisation, les résultats attendus, les différents intervenants et l'évaluation des financements y relatifs ainsi que les sources de financement. Le système statistique national est doté des ressources humaines, financières et matérielles adéquates nécessaires à la mise en œuvre des programmes et plans de production statistique.
Article 22 :	Article 22 :

Toute enquête statistique d'envergure nationale, provinciale ou communale, organisée par des chercheurs, des personnes privées, des services de l'Etat, des institutions privées ou des organisations non gouvernementales nationales et internationales doivent requérir un visa statistique du Ministre ayant les statistiques dans ses attributions sur avis d'opportunité et de conformité du Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS) ainsi que l'avis d'éthique délivré par le Comité National d'Ethique. La demande du visa statistique est faite par le Ministre sectoriel concerné et adressée au Ministre ayant les statistiques dans ses attributions. Elle doit être formulée au moins deux mois avant l'exécution de l'enquête.	Toute enquête ou recherche statistique dont les résultats sont représentatifs aux niveaux national, provincial ou communal, est sujette au visa statistique délivré par le responsable de l'Autorité statistique nationale sur avis d'opportunité et de conformité du Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS) ainsi que l'avis d'éthique, le cas échéant. Le visa statistique est facultatif pour les travaux statistiques d'ordre strictement intérieur à une administration, à un projet ou à un programme et ne faisant pas objet de diffusion ainsi que ceux conduits dans le cadre des formations académiques. Les résultats de toute enquête statistique n'ayant pas obtenu le visa statistique n'engagent pas la responsabilité du système statistique national. La demande du visa statistique est faite par la personne responsable de l'enquête concernée et adressée au responsable de l'autorité statistique nationale. Toute enquête ayant obtenu le visa statistique est rendue publique par l'Autorité statistique nationale. Les modalités et conditions d'obtention du visa statistique sont accessibles publiquement et fixées par une ordonnance du ministre ayant les statistiques dans ses attributions.
Article 29 : L'interprétation et l'utilisation des statistiques officielles de nature à troubler l'ordre public sont interdites. Les responsables des services concernés par l'utilisation d'une information inexacte ou par son interprétation erronée doivent apporter une rectification motivée dans un délai de sept jours, avec notification aux personnes incriminées et publier dans les organes de presse appropriés.	Article 29 : Les producteurs de statistiques officielles respectifs, peuvent s'exprimer publiquement sur des questions statistiques, dans leurs domaines de compétences.
Article 48 : Tout organe, institution ou individu qui fait des enquêtes statistiques au niveau national,	Article 48 : Article à supprimer

provincial ou communal ou qui publie des données ou informations tirées d'une enquête d'envergure nationale, provinciale ou communale sans demande préalable de visa statistique, est puni d'une servitude pénale d'un mois à trois mois et d'une amende de deux cent mille à un million de francs burundais ou de l'une de ces peines seulement.	
---	--

REPUBLIQUE DU BURUNDI



CABINET DU MINISTRE

**LOI N°1/... DU.../.../2023 PORTANT
MODIFICATION DE LA LOI N°1/08 DU 20
MAI 2021 PORTANT ORGANISATION DU
SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL AU
BURUNDI**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la Loi n°1/19 du 17 mai 2014 portant
ratification par la République du Burundi de la
Charte Africaine de la Statistique ;

Vu la Loi n°1/27 du 29 décembre 2017 portant
révision du code pénal ;

Vu la Loi n° 1/09 du 11 mai 2018 portant
modification du code de procédure pénale ;

Revu la Loi N°1/08 du 20 mai 2021 portant
organisation du système statistique au Burundi ;

Le Conseil des Ministres ayant délibéré ;

L'Assemblée nationale et le Sénat ayant adopté ;

PROMULGUE :

REPUBLIQUE DU BURUNDI



IBIRO VY'UMUKURU W'IGIHUGU

**IBWIRIZWA INOMERO 1/...RYO KU
WA.../...2023 RIHINDURA IBWIRIZWA
INOMERO 1/08 RYO KU WA 20 RUSAMA
2021 RITUNGANYA URWEGO
RUHURIKIYEMWO IBISATA BIJEJWE
GUTOROROKANYA IBIHARURO
BIFATIRWAKO MU BURUNDI**

UMUKURU W'IGIHUGU,

Yihweje Ibwirizwa Shingiro rya Repuburika
y'Uburundi ;

Yihweje Ibwirizwa inomero 1/19 ryo ku wa 17
Rusama 2014 ryerekeye iyemezwa na Repuburika
y'Uburundi ry'Amasezerano ya Afirika yerekeye
ugutororokanya ibiharuro bifatirwako ;

Yihweje Ibwirizwa inomero 1/27 ryo ku wa 29
Kigarama 2017 risubiramwo Igitabu c'amategeko
mpanavyaha ;

Yihweje Ibwirizwa inomero 1/09 ryo ku wa 11
Rusama 2018 rihindura Igitabu c'amategeko
yerekeye yerekete ingene imanza z'ivyaha
zitohozwa, ziburanishwa n'ingene zicibwa ;

Asubiye kwihweza Ibwirizwa inomero 1/08 ryo ku
wa 20 Rusama 2021 ritunganya urwego
ruhurikiyemwo ibisata bijejwe gutororokanya
ibiharuro bifatirwako mu Burundi ;

Inama Nshikiranganji imaze kubica irya n'ino ;

Inama Nshingamateka n'Inama Nkenguzamateka
zimaze kuvyemeza ;

ATANGAJE :

CHAPITRE I : DE L'OBJET, DES DEFINITIONS ET DES PRINCIPES FONDAMENTAUX

Section 1 : De l'objet

Article 1 :

La présente loi a pour objet de fixer l'organisation de l'activité statistique du Burundi. Elle définit les principes fondamentaux et le cadre institutionnel applicables au développement, à la production et à la diffusion des statistiques officielles, ainsi que les modalités de coordination du Système Statistique National (SSN).

Elle s'applique à toute personne physique ou morale désireuse de produire et de diffuser les données statistiques présentant l'image réelle du pays.

Section 2 : Des définitions

Article 2

Au sens de la présente loi, on entend par :

1. autorité statistique nationale, organe public chargé de la coordination technique des activités du Système Statistique National (SSN) ;

2. avis d'éthique, est une autorisation écrite et obligatoire délivrée, sur demande, par le Comité National d'Éthique de la protection des êtres humains sujets de la recherche biomédicale et comportementale, à toute personne physique ou morale promotrice d'une enquête statistique ou recherche biomédicale et comportementale, et garantissant que cette enquête ou recherche souscrit aux principes de respect de la personne humaine, de bienfaisance et de justice internationalement reconnus ;

IGICE CA I : INTUMBERO Y'IRI BWIRIZWA, INSIGURO Y'AMAJAMBO N'INGINGO NGENDERWAKO NYAMUKURU

Agace ka 1: Intumbero

Ingingo ya 1 :

Iri bwirizwa rifise intumbero yo gushiraho uburyo bw'ugutunganya igikorwa c'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako mu Burundi. Riratomora ingingo ngenderwako nyamukuru n'inzege zitegekanijwe n'amategeko zikoreshwa ku bijanye n'ugutunganya ibikorwa bijanye n'ugutororokanya n'ugutangaza ibiharuro bifatirwako vyemewe, hamwe n'urwego ruhurikiyemwo ibisata bijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako mu gihugu, (SSN mu mpfunyapfunyo y' i gifaransa).

Riraba umuntu wese canke ishirahamwe ryose rishaka gutororokanya no gushira ahabona ibiharuro bifatirwako vyerekana ishusho nyayo y'igihugu.

Agace ka 2: Insiguro y'amajambo

Ingingo ya 2:

Muri iri bwirizwa, amajambo akurikira asigura:

1. igisata c'igihugu kijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako ni urwego rwa Reta rushinzwe gukurikiranira hafi mu bijanye n'ubuhinga ibikorwa vy'Urwego ruhurikiyemwo ibisata bijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako mu gihugu (SSN mu mpfunyapfunyo y'igifaransa);

2. urwandiko rwemeza ko amatohoza yisunga akarangamutima, ni uruhusha rwanditse kandi rutegerejwe ruhabwa, bibanje gusabwa, na Komite y'igihugu ijejwe akarangamutima ko gukingira kiremwa muntu kigirwako ubushakashatsi bufise intumbero y'ukwongereza ubumenyi mu bijanye n' amagara y'abantu hamwe n'inyifato, umuntu wese canke ishirahamwe ryose rishaka kugira itohoza ryerekeye ugutororokanya ibiharuro bifatirwako canke ubushakashatsi bufise intumbero y'ukwongereza ubumenyi mu bijanye n'amagara y'abantu hamwe n'inyifato, rukizeza ko iryo tohoza canke ubwo bushakashatsi bigirwa hubahirijwe ingingo ngenderwako y'ukwubahiriza kiremwa muntu, iyerekeye

gufasha abandi kubaho neza n'iyerekeye ubutungane zisungwa kw'isi yose;

3. diffusion statistique, la mise à la disposition du public des produits statistiques, notamment les méthodologies, les données, les métadonnées, les résultats des analyses statistiques, etc., à l'exception des données confidentielles ; elle peut revêtir plusieurs formes telles que le papier, les supports électroniques et toute forme technologique autorisée par les textes en vigueur ;

4. données statistiques, des données chiffrées issues d'enquêtes, des recensements ou d'autres formes de recherches qu'elles soient traitées ou à l'état brut ;

5. enquête, une opération technique qui consiste à élaborer des statistiques sur des sujets d'intérêt particulier ; la collecte des données dans le cadre d'une enquête se base sur un échantillon tiré en respectant des méthodes et des procédures scientifiques bien définies et le tirage de cet échantillon doit permettre la généralisation des données ainsi collectées sur tout le pays ou sur toute entité territoriale d'où il a été tiré ;

6. fournisseur de données, une personne physique ou morale qui livre les données aux enquêteurs et qui sont, par la suite, intégrées dans une base de données ; il peut également être le gestionnaire de base de données ayant la prérogative d'en extraire certaines informations à donner aux utilisateurs ;

7. indicateurs, des mesures constituées des données numériques analysées permettant d'apprécier l'état ou l'évaluation d'un phénomène ;

8. information statistique, un aspect d'une réalité quelconque exprimée en chiffre ;

9. personne intéressée ou répondant, une personne morale ou physique sur laquelle un

3. ugutangaza ibiharuro vyatororokanijwe bifatirwako, ni ukumenyesha abanyagihugu ibiharuro bifatirwako nk'uburyo bwisungwa, ibiharuro bifatirwako, ibifasha mu gutahura ibiharuro, ivyavuye m'ukwihweza ibiharuro mfatirwako, n'ibindi, kiretse ibitororokanywa bitegerezwa kugumizwa mw'ibanga, bishobora gutangazwa biciye mu buryo bwinshi nko ku rupapuro, ibishirwako ibitororokanywa biciye mu buhinga ngurukanabumenyi hamwe n'ubundi buhinga bwose bwemewe n'amategeko asanzwe akurikizwa;

4. ibiharuro vy'ivyatororokanijwe bifatirwako, ni ibitigiri vy'ivyatororokanijwe biva mu matohoza, mu nsansuma canke mu bundi buryo bwose bw'amatohoza vyaba ari ibimaze kwihwezwa canke ibikiri uko vyatororokanijwe;

5. itohoza ni igikorwa c'ubuhinga cerekeye gutororokanya ibiharuro bifatirwako ku bibazo nkoramutima kanaka, igikorwa c'ugutororokanya ibiharuro mu bijanye n'itohoza cisunga ibifatirwako akarorero bitorwa hubahirijwe uburyo n'ibikurikizwa mu vy'ubumenyi bitomorwa neza; ibifatirwako akarorero na vyo bigategerezwa gufasha gufatira muri rusangi ku vyatororokanijwe mu gihugu cose canke mu karere ako ari ko kose vyakuwemwo;

6. uwutanga ibiharuro vy'ivyatororokanijwe, ni umuntu canke ishirahamwe riha abagira amatohoza ibiharuro vy'ivyatororokanijwe bigaca bishirwa mw'iyegeranirizo ry'ibitororokanywa; ashobora kandi kuba uwujwe gutunganya iyegeranirizo ry'ibitororokanywa akaba afise ububasha bwo gukuramwo inkuru zimwe zimwe ashikiriza abazikeneye;

7. ibimenyetso, ni ingero zigizwe n'ibiharuro vyihwejwe bituma umuntu abonana urugero ikintu kanaka kigezeho canke arimbura urugero bigezeho mw'irangurwa ryaco;

8. inkuru yerekeye ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako, ni icashikirijwe ku kibazo kanaka kihari cerekanwa mu biharuro;

9. uwerekewe ntinkuru canke uwayitanze, ni ishirahamwe canke umuntu asabwa gutangwako

rapport ou des renseignements sont demandés ou fournis ;

icegeranyo canke kugirwako amatohoza canke uwo vyatanzweko;

10. producteur de données statistiques, une personne qui collecte des observations et leur fait subir des traitements statistiques en vue de répondre à une question scientifique précise ou d'éclairer une décision bien définie généralement pour répondre aux besoins explicitement formulés au début de l'expérience ou de l'enquête ou une personne qui recueille des données destinées à être utilisées par un grand nombre de personnes en vue de répondre à des objectifs parfois très divers ;

10. uwutororokanya ibiharuro bifatirwako, ni umuntu atororokanya ibishikirizwa agaca yihweza ivyatororokanijwe mu ntumbero yo gutorera inyishu ikibazo kijanye n'ubuhinga kanaka canke gutanga umuco ku ngingo itomowe neza ahanini kugira haboneke ibikenewe vyari vyashikirijwe mu ntango y'ukugerageza ikintu canke y'ukukigirako itohoza canke ni umuntu atororokanya ibiharuro bigenewe gukoreshwa n'abantu benshi mu ntumbero yo gushika ku mahangiro rimwe na rimwe atandukanye cane;

11. recensement, une enquête exhaustive portant sur tous les individus/sujets d'un ensemble d'éléments partageant une ou plusieurs caractéristiques qui servent à les regrouper en catégories sociales, économiques, culturelles, biologiques, etc. ;

11. rusansuma, ni itohoza riramvuye ryerekeye abantu bose/ibintu vyose bisangiye umugwi bifise ikintu kimwe canke vyinshi bihuriyeko bifasha mu kubishira mu migwi y'abantu, iyerekeye ubutunzi, imico kama, ibinyabuzima n'ibindi...;

12. secret statistique, un ensemble des dispositions visant la protection des personnes physiques ou morales contre l'utilisation de l'information obtenue lors des enquêtes qui laisserait entrevoir l'identité de la personne physique ou morale intéressée ;

12. ukugumiza mw'ibanga ibiharuro vy'ivyatororokanijwe bifatirwako, ni ingingo zose zifise intumbero y'ugukingira abantu canke amashirahamwe kugira ntihakoreshe inkuru zatorokanijwe igihe c'amatohoza zotuma hamenyekana umuntu canke ishirahamwe zerekeye;

13. statistique, un ensemble des méthodes scientifiques visant à collecter des données de toutes natures, à recueillir, dépouiller, compiler, analyser, diffuser et archiver des renseignements relatifs aux phénomènes économiques, démographiques, sociaux, environnementaux et autres, ainsi qu'à en tirer des conclusions devant servir à la prise de décisions ;

13. ubuhinga bw'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako ni ubuhinga butandukanye bufise intumbero yo gutororokanya ibiharuro bifatirwako vy'ubwoko bwose, kwegeranya, gusesangura, gushira hamwe, kwihweza, gutangaza no gushingura inkuru zijanye n'ivyaranguwe mu vyerekeye ubutunzi, irwirirana ry'abantu, imibano, ibidukikije n'ibindi hamwe no kwerekana ivyashitsweko bifasha mu gufata ingingo;

14. statistiques officielles, un ensemble des statistiques produites, compilées et diffusées après validation par le système statistique national conformément aux dispositions y relatives et, consignées dans les programmes statistiques annuels et pluriannuels ;

14. ibiharuro vy'ivyatororokanijwe bifatirwako vyemewe, n'ibiharuro bifatirwako vyose vyatororokanijwe, bikegeranywa bikongera bigatangazwa inyuma y'ukwemeza n'urwego ruhurikiyemwo ibisata bijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako mu Burundi hisunzwe ingingo zivyerekeye kandi, bitegekanijwe mu migambi yo ku mwaka n'iyimara ikiringo c'imyaka myinshi;

15. système statistique national (SSN), l'ensemble des services statistiques (Autorité statistique nationale, services statistiques placés

15. urwego ruhurikiyemwo ibisata bijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako mu gihugu, ni ibisata vyose bijejwe gutororokanya

auprès des départements ministériels ou auprès des organismes publics et parapublics) qui produisent des statistiques officielles sur l'ensemble des domaines de la vie de la Nation ou ayant en charge la formation des statisticiens ou des démographes ;

ibiharuro mfatirwako (Igisata c'igihugu kijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako, ibisata bijejwe gutororokanya ibiharuro mfatirwako bikukira ibisata vy'Ubushikiranganji butandukanye canke bikukira amashirahamwe ya Reta n'ayegamiye Reta bitororokanya ibiharuro bifatirwako vyemewe ku bijanye n'ibisata vyose vy'ubuzima bw'igihugu canke bijejwe gutanga inyigisho zihabwa abahinga mu vy'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako canke abahinga mu vyerekeye igwirirana ry' abantu;

16. utilisateur des données statistiques, le client du producteur qui cherche à satisfaire ses besoins en informations en consommant les données statistiques générées par le producteur ; les utilisateurs sont entre autres les gouvernements, les chercheurs, les planificateurs, les universitaires, les entreprises du secteur privé, les organisations non gouvernementales et les institutions internationales ;

16. uwukoresha ibiharuro vy'ivyatororokanjwe bifatirwako, ni uwukorana n'uwutororokanya ibiharuro bifatirwako arondera gushika ku vyo akeneye bijanye n'inkuru mu gukoresha ibiharuro bifatirwako vyatororokanjwe n'uwubijejwe; abakoresha ibiharuro vy'ivyatororokanjwe bifatirwako ni nk'ama Reta, abashakashatsi, abategura imigarnbi, abanyeshure n'abigisha bo muri za kaminuza, amashirahamwe yo mu gisata c'abikorera utwabo, amashirahamwe ategamiye Reta, amashirahamwe mpuzamakungu.

17. visa statistique, une autorisation écrite délivrée sur demande, sous forme de code alphanumérique, par le responsable de l'autorité statistique nationale, à toute personne physique ou morale désireuse d'entreprendre une enquête ou une recherche statistique, attestant de son opportunité et certifiant que son organisation et, le cas échéant, sa diffusion respectent les normes et méthodes reconnues internationalement, établies à l'avance et accessibles publiquement.

17. uruhusha rw'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako ni uruhusha rwanditse rutangwa n'uwuserukira igisata c'igihugu kijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako, mu buryo bw'ikimenyetso gipfinitse kigizwe n'indome n'ibiharuro, akaruha umuntu wese canke ishishirahamwe ryarusavye ryipfuzwa kugira itohoza canke ubushakashatsi bwerekeye ugutororokanya ibiharuro bifatirwako, rukaba rwemeza ko bukenewe rukanemeza kw'itunganywa ryabwo, bibaye ngombwa, itangazwa ryabwo vyubahiriza amategeko yisungwa n'ubuhinga bikoresheye ku rwego mpuzamakungu biba vyarashizweho kandi bifisweko uburenganzira na bese.

Section 3 : Des Principes fondamentaux

Agace ka 3 : Ingingo ngenderwako nyamukuru

Article 3

Les producteurs de statistiques officielles développent, produisent et diffusent les statistiques officielles du Burundi selon les principes fondamentaux de la statistique officielle et d'autres principes statistiques suivants :

Ingingo ya 3

Abatororokanya ibiharuro bifatirwako vyemewe baratunganya, bagatororokanya kandi bagashira ahabona ibiharuro bifatirwako vyemewe bikoresheye mu Burundi bikagirwa hisunzwe ingingo ngenderwako nyamukuru zigenga itororokanywa ry'ibihano bifatirwako vyemewe n'izindi ingingo ngenderwako zerekeye ibiharuro bifatirwako bitororokanywa zikurikira:

1. **L'indépendance professionnelle :** les producteurs de statistiques officielles décident, en toute indépendance et hors de toute pression et ingérence de la part de sources politiques ou autres sources extérieures, du développement, de la production et de la diffusion des statistiques, qu'il s'agisse du choix des sources de données, des concepts, des définitions, des méthodes et nomenclatures à utiliser, ou du calendrier et du contenu de toutes les formes de diffusion. Les producteurs de statistiques officielles, dans leurs domaines de compétence respectifs, peuvent s'exprimer publiquement sur des questions statistiques et sur tout usage abusif des statistiques officielles ;
2. **L'impartialité et l'objectivité :** les statistiques officielles doivent être développées, produites et diffusées d'une manière neutre, fiable et impartiale suivant des normes professionnelles et indépendamment de toute déclaration ou considération politique. Tous les utilisateurs ont accès simultanément et sur un même pied d'égalité aux statistiques officielles ;
3. **L'exactitude et la fiabilité :** les statistiques officielles doivent refléter d'une manière aussi fidèle, exacte et cohérente que possible la réalité, et reposer sur les critères scientifiques retenus pour le choix des sources, des méthodes et des procédures ;
4. **La cohérence et la comparabilité :** les statistiques sont cohérentes au niveau international et permettent des comparaisons dans le temps et entre régions ou pays ;
1. **Ubwigenge mu gukora umwuga:** abatororokanya ibiharuro bifatirwako vyemewe barafata ingingo, mu bwigenge ntangere, ata gitsure baterwa n'abanyaporitike canke abandi bantu badakora muri uwo mwuga kandi batabinjirira mu kazi kabo, ku bijanye n'ugutunganya, ugutororokanya n'ugushira ahabona ibiharuro bifatirwako, haba mu kwihitiramwo ahava inkuru zijanye n'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako, amajambo akoreshwa, insiguro y'amajambo, ubuhinga n'amazina bikoresha, canke ikirangamisi n'ibiba bigize ibiharuro bishirwa ahabona. Abatororokanya ibiharuro bifatirwako vyemewe, mu gisata umwumwe wese afisemwo ubumenyi n'ubushobozi, barashobora kwisigura ku mugaragaro ku bibazo bijanye n'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako vyemewe no kw'ikoresha ritabereye ry'ivyo biharuro;
2. **Ukudahengama n'ukutarenganya:** ibiharuro vy'ivyatororokanyijwe bifatirwako vyemewe bitegerezwa gutunganywa, gutororokanywa no gushirwa ahabona ku buryo uwubikora ata ho yegamira, kuba vyizewe kandi ataho bihengamiye bigakorwa hisunzwe ibisanzwe bikurikizwa mu mwuga kandi hatarabwe ikindi cose gishikizwa canke harabwe icyumviro ca poritike. Abakoresha ivyo biharuro bose barafise uburenganzira bwo kubironkera rimwe kandi ku rugero rungana;
3. **Ukuba bitomoye kandi vyizewe:** ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako vyemewe bitegerezwa kuba bihuye n'ukuri uko bishoboka kwose mu buryo bwizewe, butomoye neza kandi buroranye no gushingira ku bifatirwako bijanye n'ubushakashatsi vyashizweho mu guhitamwo ahava inkuru, ubuhinga bukoreshwa n'ibikurikizwa;
4. **Ukuba biroranye kandi bishobora kugereranywa n'ibindi:** ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako biba biroranye n'ivyo ku rwego mpuzamakungu kandi bituma bishobora kugereranywa ibiharuro bitororokanywa bifatirwako hafatiwe ku gihe no hagati y'uturere no hagati y'ibihugu;

5. **La clarté et la transparence :** les statistiques officielles doivent être présentées sous une forme claire et compréhensible ; les méthodes et les procédures appliquées doivent être communiquées de manière transparente aux utilisateurs pour en faciliter une interprétation correcte ;

6. **Le secret statistique et l'utilisation exclusive à des fins statistiques :** les données individuelles collectées ou obtenues par les producteurs de statistiques officielles, qu'elles concernent des personnes physiques ou morales, doivent être strictement confidentielles et ne doivent être utilisées qu'à des fins statistiques ;

7. **La pertinence :** les statistiques officielles répondent aux besoins actuels et émergents des utilisateurs et respectent le droit à l'information des citoyens.

5. **Ugutahurika n'ugukorera ku mugaragaro:** ibiharuro vy'ibitororokanywa vyemewe bitegerezwa gushikirizwa mu buryo butomoye kandi butahurika kandi ubuhinga n'uburyo bukoreshwa bitegerezwa gushikirizwa kumugaragaro ababikoresha kugira vyorohe kubikoresha ku buryo bihabwa insiguro y'ukuri;

6. **Ukugumiza mw'ibanga ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako n'ukubikoresha ico bigenewe gusa:** ibitororokanywa bifatirwako vyerekeye umuntu umwe umwe canke ishirahamwe rimwe rimwe vyatororokanijwe canke vyegeranijwe n'abajejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako vyemewe, vyaba ivyerekeye abantu canke amashirahamwe, bitegerezwa kugumizwa mw'ibanga no gukoreshwa ico vyagenewe gusa;

7. **Ukuba nkenerwa:** ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako vyemewe biba bihuye n'ivyo ababikoresha bakeneye muri ico gihe n'ibitanguye kwibonekeza kandi ivyo biharuro bikaba vyubahiriza uburenganzira bw'abenegihugu bw'ukumenyeshwa inkuru.

CHAPITRE II : DE L'UTILITE, DES DOMAINES, DE LA QUALITE ET DES SOURCES DES DONNÉES DE LA STATISTIQUE

IGICE CA II: AKAMARO K'IBIHARURO VY'IBITOROROKANYWA BIFATIRWAKO, IBISATA VYEREKEYE, INGENE BIBA BIMEZE N'AHU BIVA

Section 1 : De l'utilité des statistiques

Agace ka 1: Akamaro k'ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako

Article 4 :

Les données statistiques et les indicateurs qu'elles permettent d'établir, doivent servir de base à la planification générale et à l'évaluation des stratégies de développement dans tous les secteurs de la vie de la Nation.

Ingingo ya 4:

Ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako n'ibimenyetso ivyo biharuro bifasha kwerekana, bitegerezwa kwisungwa mu gutegura imigambi mikuru mikuru no mu gusuzuma imigambi irashe y'iterambere mu bisata vyose vy'ubuzima bw'igihugu.

Section 2 : Des domaines des statistiques

Agace ka 2: Ibisata vyerekeye

Ingingo ya 5:

5. **La cohérence et la comparabilité :** les statistiques officielles doivent présenter une cohérence interne et permettre la comparaison dans le temps et entre les régions ou les pays ; à cette fin, il doit être possible de combiner et d'utiliser conjointement des données connexes provenant de sources différentes. Les concepts, classifications, terminologies et méthodes établis et reconnus au niveau international, doivent être utilisés ;

6. **La ponctualité :** les statistiques officielles doivent être diffusées en temps utile et, dans toute la mesure du possible, selon un calendrier annoncé à l'avance ;

7. **L'actualité :** les statistiques officielles doivent prendre en compte les événements courants et être d'actualité ;

8. **Les spécificités :** les méthodes de production et d'analyse de l'information statistique doivent tenir compte des spécificités africaines et nationales.

5. **biroranye kandi bishobora kugereranywa n'ibindi:** ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako bitegerezwa kuba biroranye aho vyatororokanirijwe kandi bituma hashobora kugereranywa ibiharuro bitororokanywa bifatirwako hafatiwe ku gihe no hagati y'uturere canke hagati y'ibihugu; kubera ivyo, bitegerezwa gushoboka ko bishirwa hamwe no gukoreshereza rimwe ibitororokanywa bifitaniye isano biva ahatandukanye. Hategerezwa gukoreshwa amajambo nyamukuru, uburyo bw'ugushingura mu mirwi ibitororokanywa, amajambo akoreshwa n'ubuhinga vyashinzwe kandi vyemewe ku rwego mpuzamakungu;

6. **bishikirizwa ku gihe:** ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako vyemewe bitegerezwa gushirwa ahabona mu mwanya ubereye, uko bishoboka kwose, hisunzwe ikirangamisi kiba catangajwe imbere y'igihe;

7. **bihuye n'igihe kigezweho:** ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako vyemewe bitegerezwa gufatira ku bikunda gushika kandi bihuye n'ibihe bigezweho;

8. **bifise ico vyisangije:** ubuhinga bw'ugutororokanywa n'ukwihweza ibiharuro bitororokanywa bifatirwako butegerezwa gufatira ku vyo Afirika n'igihugu vyisangije.

Section 4 : Des sources de données

Article 7 :

Les données utilisées à des fins statistiques peuvent être tirées de diverses sources, qu'il s'agisse de recensements, d'enquêtes statistiques et/ou de fichiers administratifs.

Les données obtenues à l'issue d'un dénombrement administratif tiennent lieu de statistiques.

Article 8 :

Les organismes responsables de la statistique doivent choisir leur source en tenant compte de la qualité des données qu'elle peut fournir, de

Agace ka 4: Ahava ibiharuro vy'ivyatororokanijwe bifatirwako

Ingingo ya 7:

Ivyatororokanijwe bikoresheka nk'ibiharuro bifatirwako bishobora kuva ahantu hatandukanye, haba muri rusansuma, mu matohoza y'ugutororokanywa ibiharuro bifatirwako no mu mafishi akoresheka mu ntwaro canke bikava hamwe muri aho.

Ivyatororokanijwe vyabonetse mu gihe abajejwe intwaro batororokanije ibiharuro bijanye n'ubuzima bw'abantu bo mu mugwi kanaka na vyo nyene birafatirwako.

Ingingo ya 8:

Amashirahamwe ajejwe gutororokanywa ibiharuro bifatirwako ategerezwa guhitamwo aho akura ibitororokanywa afatiye ku kugene ibitororokanywa ashobora kuronka biba bimeze, ko

Article 5:

Les activités statistiques couvrent tous les domaines de la vie de la Nation, notamment :

1. Les caractéristiques démographiques et sociales de la population ;
2. Les caractéristiques culturelles ;
3. Les données économiques, financières, monétaires, commerciales, industrielles et infrastructurelles ;
4. Les données agro-pastorales et environnementales ;
5. Les statistiques judiciaires et policières.

Ibikorwa bijanye n'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako vyerekeye ibisata vyose bigize ubuzima bw'igihugu nk'ibi bikurikira:

1. Ibiranga igwirirana ry'abantu n'ivyerekana ingene babayeho;
2. Ibiranga imico kama ;
3. Ibitororokanywa vyerekeye ubutunzi, amafaranga akoreshe mu gihugu, ingene ahanahanwa, ubudandaji, amahinguriro n'ivyubakwa ;
4. Ibitororokanywa bijanye n'uburimi, ubworozi hamwe n'ibidukikije ;
5. Ibiharuro bitororokanywa bifatirwako mu butungane no mu giporisi.

Section 3 : De la qualité des statistiques

Agace ka 3: Ingene ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako biba bimeze

Article 6 :

Les exigences de qualité de l'information statistique portent sur :

1. **La pertinence** : les statistiques officielles doivent répondre aux besoins des utilisateurs ;
2. **La pérennité** : les statistiques officielles doivent être conservées sous une forme aussi détaillée que possible afin d'en garantir l'utilisation par les générations futures, tout en préservant les principes de confidentialité et de protection des répondants ;
3. **L'exactitude et la fiabilité** : les statistiques officielles doivent refléter la réalité de façon exacte et fiable ;
4. **La continuité** : les autorités statistiques garantissent la continuité et la comparabilité dans le temps des informations statistiques ;

Ingingo ya 6:

Ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako bitegerezwa kuba bimeze uku gukurikira:

1. **ari nkenerwa:** ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako vyemewe bitegerezwa kuba bihuye n'ivyo ababikoresha bakeneye;
2. **bimara igihe kirekire:** ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako vyemewe bitegerezwa gushingurwa uko bishoboka kwose mu buryo butomoye kugira bishobore gukoreshwa muri kazoza hatibagiwe ko ingingo ngenderwako z'ukubigumiza mw'ibanga n'ugukingira abatanga inkuru ziguma zubahirijwe;
3. **birashe kandi vyizewe:** ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako vyemewe bitegerezwa kuba bihuye n'ukuri ku buryo burashe kandi bwizewe;
4. **bibandanya gukoreshwa:** abategetsi bajejwe ivyerekeye gutororokanya ibiharuro bifatirwako baritwararika ko inkuru zerekeye ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako zibandanya gukoreshwa kandi zishobora kugereranywa n'izindi hafatiwe ku zatororokanijwe muri kahise;

leur actualité, particulièrement, de la charge qui pèse sur les répondants et les coûts sur les donateurs.

Article 9 :

L'utilisation par les autorités statistiques des fichiers administratifs à des fins statistiques doit être garantie par la loi sous réserve de confidentialité.

bijanye n'igihe kigezweho, na cane cane, ibishobora kuremera abatanga inkuru n'uburyo butangwa n'abafasha ayo mashirahamwe.

Ingingo ya 9:

Mu gihe abategetsi bajewe ivyerekeye gutororokanya ibiharuro bifatirwako bakoresheje amafishi akoreshwa mu ntwaro kugira baronke ibiharuro bifatirwako bategerezwa kubikora bisunze amategeko hatirengagijwe ko bategerezwa kubigumiza mw'ibanga.

CHAPITRE III : DE L'ORGANISATION DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL (SSN)

IGICE CA III: INGENE URWEGO RUHURIKIYEMWO IBISATA BIJEJWE GUTOROROKANYA IBIHARURO BIFATIRWAKO MU GIHUGU (SSN) RUTUNGANIJWE

Section 1 : Des composantes du système statistique national (SSN)

Agace ka 1: Ibigize urwego ruhurikiyemwo ibisata bijewe gutororokanya ibiharuro bifatirwako mu gihugu (SSN)

Article 10 :

Le Système Statistique National (SSN) comprend :

Ingingo ya 10:

Urwego ruhurikiyemwso ibisata bijewe gutororokanya ibiharuro bifatirwako (SSN) rugizwe na:

1. Le Comité National de l'Information Statistique, en abrégé CNIS ;
2. Le Comité Technique de l'Information Statistique, en abrégé CTIS ;
3. L'autorité statistique nationale qui assure en même temps le secrétariat technique permanent du Comité National de l'Information Statistique et la présidence du Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS) ;
4. Les services chargés d'élaborer des données statistiques placés auprès des départements ministériels, des organismes publics et parapublics ;

1. Komite y'igihugu ijejwe gutororokanya inkuru zerekeye ibiharuro bifatirwako, CNIS mu mpfunyapfunyo y'igifaransa;
2. Komite y'abahinga bajewe inkuru zerekeye ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako, CTIS mu mpfunyapfunyo y'igifaransa;
3. Igisata c'igihugu kijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako kijejwe igikorwa c'ubunyamabanga ntayegayezwa bwa Komite CNIS mu bijanye n'ubuhinga kikaba ari na co kirongora Komite y'abahinga bajewe inkuru zerekeye ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako (CTIS);
4. Ibisata bijewe gutororokanya ibiharuro bifatirwako vyashizwe mu bushikiranganji butandukanye, mu mashirahamwe ya Reta no mu mashirahamwe yegamiye Reta;
5. Amashure, ibisata vy'igihugu n'ibigo bitanga inyigisho zerekeye ibiharuro

5. Les écoles, les institutions nationales et les centres de formation statistique ou démographique.

vy'ibitorokanywa bifatirwako canke izerekeye igwirirana ry'abantu.

Paragraphe 1 : Du Comité National de l'Information Statistique (CNIS), du Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS) et de l'autorité statistique nationale

Agahimba ka 1 : Komite y'igihugu ijejwe gutorokanya inkuru zerekeye ibiharuro bifatirwako (CNIS), Komite y'abahinga bajewe inkuru zerekeye ibiharuro vy'itorokanywa bifatirwako (CTIS) n'igisata c'igihugu kijejwe gutorokanya ibiharuro bifatirwako

Article 11 :

Le Comité National de l'Information Statistique, CNIS en siglè est un organe consultatif national du système statistique au Burundi.

Ingingo ya 11 :

Komite y'igihugu ijejwe gutorokanya inkuru zerekeye ibiharuro bifatirwako, CNIS mu mpfunyapfunyo y'igifaransa ni urwego mpanuzwajambo ku rwego rw'igihugu ruhurikiyemwo ibisata bijewe gutorokanya ibiharuro bifatirwako mu Burundi.

Ses attributions, sa composition et ses règles de fonctionnement sont fixées par décret.

Imirimo iyo Komite ishinze, abayigize n'amategeko agenga ingene ikora bishingwa n'itegeko ry'Umukuru w'igihugu.

Article 12 :

Le Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS) est un organe chargé d'apporter un appui technique au Comité National de l'Information Statistique (CNIS).

Ingingo ya 12 :

Komite y'abahinga bajewe inkuru zerekeye ibiharuro vy'ibitorokanywa bifatirwako (CTIS) ni urwego rushinzwe kwunganira mu vy'ubuhinga Komite y'igihugu ijejwe gutorokanya inkuru zerekeye ibiharuro bifatirwako (CNIS).

La composition et les prérogatives du Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS) sont définies dans le décret portant création, attributions, composition et règles de fonctionnement du Comité National de l'Information Statistique (CNIS).

Abagize Komite y'abahinga bajewe inkuru zerekeye ibiharuro vy'itorokanywa bifatirwako (CTIS) n'ububasha bwayo bitomorwa mw'itegeko ry'Umukuru w'igihugu rishiraho Komite y'igihugu ijejwe gutorokanya inkuru zerekeye ibiharuro bifatirwako (CNIS), imirimo ijejwe, abayigize n'amategeko agenga ingene ikora.

Article 13 :

L'autorité statistique nationale est un organe qui assure la coordination technique des activités du Système Statistique National (SSN).

Ingingo ya 13 :

Igisata c'igihugu kijejwe gutorokanya ibiharuro bifatirwako vy'urwego ruhurikiyemwo ibisata bijewe gutorokanya ibiharuro bifatirwako (SSN mpfunyapfunyo y'igifaransa).

La dénomination, le statut, les attributions et règles de fonctionnement de l'autorité statistique nationale sont définis par décret.

Izina ry'igisata c'igihugu kijejwe gutorokanya ibiharuro bifatirwako, ingene gifatwa, imirimo gishinzwe n'amategeko agenga ingene gikora bitomorwa n'itegeko ry'Umukuru w'igihugu.

Paragraphe 2 : Des autres services chargés d'élaborer des données statistiques placés auprès des départements ministériels, des organismes publics et parapublics

Article 14 :

Les autres services chargés d'élaborer des données statistiques sont les services centraux de statistiques des ministères et les structures statistiques périphériques.

Les attributions et règles de fonctionnement de ces services sont définies dans le cadre des attributions des départements ministériels et organismes auprès desquels ils sont placés ou par des textes spécifiques.

Article 15 :

Les services centraux de statistiques des ministères couvrent notamment les statistiques démographiques et sociales, les statistiques de l'administration judiciaire et policière, les statistiques économiques, financières, monétaires, commerciales, industrielles et infrastructurelles, les statistiques du développement rural et environnementales de leur ressort.

Article 16 :

Les structures statistiques périphériques comprennent les services statistiques des administrations déconcentrées, décentralisées et ceux des entreprises publiques et parapubliques.

Paragraphe 3 : Des institutions nationales, des écoles et centres de formation statistique ou démographique

Article 17 :

Des institutions nationales, des écoles et centres de formation spécialisés en statistique ou en

Agahimba ka 4 : Ibindi bisata bijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako vyo mu bushikiranganji butandukanye, mu mashirahamwe ya Reta no mu yegamiye Reta

Ingingo ya 14 :

Ibindi bisata bijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako ni ibisata vyo mu burongozi bw'ubushikiranganji butandukanye bijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako n'ibindi bisata bibikukira.

Ibikorwa ivyo bisata bijejwe n'amategeko agenga ingene bikora bitomorwa mu mategeko agenga ibikorwa vy'ibisata vy'ubushikiranganji n'amashirahamwe ivyo bisata birimwo canke bigatomorwa n'amategeko avyerekeye.

Ingingo ya 15 :

Ibisata vyo mu burongozi bw'ubushikiranganji butandukanye bijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako bitororokanya cane cane, kimwe kimwe cose mu vyo gifitiye ububasha, ibiharuro bijanye n'igwirirana ry'abantu n'ivyerekeye imibano, ibijanye n'ubutungane n'igiporisi, ibijanye n'ubutunzi, amafaranga akoresheya mu gihugu, ingene ahanahana, ubudandaji, amahinguriro n'ivyubakwa, ibijanye n'iterambere ry'ahatari mu bisagara n'ibiharuro bifatirwako vyerekeye ibidukikije.

Ingingo ya 16:

Ibisata bijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako bikukira ibisata vyo mu burongozi bwo mu bushikiranganji bigizwe n'ibisata bijejwe ico gikorwa vyo mu bisata vy'ubushikiranganji bikwiragijwe mu gihugu, ivyegerejwe abanyagihugu hamwe n'ibisata bijejwe ico gikorwa nyene, vy'amashirahamwe ya Reta n'ivy'ayegamiye Reta.

Agahimba ka 3 : Ibisata vy'igihugu, amashure n'ibigo bitanga inyigisho zerekeye gutororokanya ibiharuro bifatirwako canke izerekeye igwirirana ry'abantu

Ingingo ya 17 :

Ibisata vy'igihugu, amashure, n'ibigo bitanga inyigisho zerekeye ugutororokanya ibiharuro bifatirwako canke izijanye n'igwirirana ry'abantu

démographie peuvent être créés aux fins d'améliorer le fonctionnement des activités du Système Statistique National (SSN) et en fonction des besoins du pays.

birashobora gushirwaho mu ntumbero yo gutuma ibikorwa vy'urwego ruhurikiyemwo ibisata bijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako mu gihugu (SSN) birangurwa neza kuruta kandi hafatiwe ku vyo igihugu gikeneye.

Section 2 : De la responsabilité des composantes du Système Statistique National

Article 18 :

Dans l'exercice de leurs missions de production et de diffusion des données statistiques, les composantes du Système Statistique National (SSN) se conforment à la présente loi ainsi qu'aux principes fondamentaux de la statistique officielle, notamment le respect du secret statistique ainsi que le respect des normes, des méthodes et des concepts utilisés au plan international en matière statistique.

Article 19 :

La collecte, le traitement et la diffusion des données statistiques officielles pour les besoins de l'Etat relèvent des services et des établissements composant le Système Statistique National (SSN).

Le dépositaire des statistiques officielles est le responsable de l'autorité statistique nationale. C'est lui qui autorise leur accès pour un domaine bien précis.

Les données statistiques officielles ne peuvent être diffusées que par les services les ayant produites après avis du Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS).

Les données statistiques de souveraineté nationale (indiquées dans les programmes et plans de production statistique) ne sont diffusées qu'après approbation du Comité National de l'Information Statistique (CNIS).

Article 20 :

La publication des données statistiques officielles s'inscrivant dans le cadre d'un programme annuel est soumise à la validation du Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS).

Agace ka 2 : Ivy ibisata bijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako bibazwa

Ingingo ya 18 :

Mu kurangura imirimo bishinzwe yerekeye ugutororokanya n'ugutangaza ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako, ibisata bigize Urwego SSN vyisunga iri bwirizwa n'ingingo ngenderwako nyamukuru mu gutororokanya ibiharuro bifatirwako zemewe, na cane cane ukugumiza mw'ibanga ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako hamwe n'ukwubahiriza amategeko yisungwa, ubuhinga n'amajambo nyamukuru bikoroshwa ku rwego mpuzamakungu mu vyerekeye ugutororokanya ibiharuro bifatirwako.

Ingingo ya 19 :

Ibisata n'amashirahamwe bigize Urwego SSN ni vyo bijejwe gutororokanya, kwihweza no gutangaza ibiharuro bifatirwako vyemewe bijanye n'ivyo Reta ikenera.

Uwujejwe ibiharuro vyatororokanijwe bifatirwako vyemewe ni Umushikiranganji ashinzwe ibiharuro bitororokanywa bifatirwako. Ni we atanga uruhusha rw'ukuronka ivyo mu gisata kanaka.

Ibiharuro vy'ivyatororokanijwe bifatirwako vyemewe bishobora gutangazwa gusa n'ibisata vyabitororokanije, Komite CTIS imaze kugira ico ibivuzeko.

Ibiharuro vy'ivyatororokanijwe bifatirwako vyerekeye ubwigenge bw'igihugu bitangazwa ari uko Komite CNIS ibanje kuvyemera.

Ingingo ya 20 :

Ibiharuro vy'ivyatororokanijwe bifatirwako vyemewe bitangazwa nk'uko bitegekanijwe mu mugambi wo ku mwaka bibanje kwemezwa na Komite y'abahinga bajejwe inkuru zerekeye ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako (CTIS).

Cependant, les institutions qui ont, dans leurs activités, la production des données statistiques à partir des enquêtes revêtues d'un visa statistique, peuvent, publier les informations statistiques infra-annuelles sans être préalablement soumises à la validation du Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS).

CHAPITRE IV : DE L'ORGANISATION DE LA PRODUCTION DES STATISTIQUES OFFICIELLES

Section 1 : Des programmes et des plans de production statistique

Article 21 :

La production des statistiques officielles s'effectue dans le cadre des plans annuels et programmes pluriannuels de statistique qui reprennent l'ensemble des opérations à mener au cours de la période concernée, notamment les opérations nationales de collecte de données statistiques.

Chaque programme indique la stratégie de sa réalisation, les résultats attendus, les différents intervenants et l'évaluation des financements y relatifs ainsi que les sources de financement.

Le système statistique national est doté des ressources humaines, financières et matérielles adéquates nécessaires à la mise en œuvre des programmes et plans de production statistique.

Article 22 :

Toute enquête ou recherche statistique dont les résultats sont représentatifs aux niveaux national, provincial ou communal, est sujette au visa statistique délivré par le responsable de l'Autorité statistique nationale sur avis d'opportunité et de conformité du Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS) ainsi que l'avis d'éthique, le cas échéant.

Ariko, amashirahamwe mu vyo akora harimwo ugutororokanya ibiharuro bifatirwako biciye mu matohoza yahawe uruhusha rw'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako arashobora gutangaza umwaka utarangira inkuru zerekeye ibiharuro vy'ivyatororokanijwe bifatirwako bitarinze kubanza kwemezwa na Komite y'abahinga bajejwe inkuru zerekeye ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako (CTIS).

IGICE CA IV: IVYEREKEYE UGUTUNGANYA ITOROROKANYWA RY'IBIHARURO BIFATIRWAKO VYEMEWE

Agace ka 1: Imigambi n'indinganizo vyerekeye ugutororokanya ibiharuro bifatirwako

Ingingo ya 21:

Ibiharuro bifatirwako vyemewe bitororokanywa nk'uko bitegekanijwe mu ndinganizo zo ku mwaka no mu migambi imara ikiringo c'imyaka myinshi, iza ndinganizo n'yo migambi bikaba birimwo ibikorwa vyose birangurwa mu kiringo vyerekeye, na cane cane ibikorwa vyo ku rwego rw'igihugu vyerekeye ugutororokanya ibiharuro bifatirwako.

Umugambi umwumwe wose urerekana ingene ushirwa mu ngiro, ivyitezwe gushikwako, abazogira uruhara muri uwo mugambi batandukanye n'ingene hasuzumwa uko amafaranga aja araboneka muri uwo mugambi hamwe n'aho ashobora kuva.

Ibisata bijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako mu Burundi bihabwa abakozi, amafaranga n'ibikoresho bikenewe kandi bikwiye kugira hashirwe mu ngiro imigambi n'indinganizo vyerekeye ugutororokanya ibiharuro bifatirwako.

Ingingo ya 22:

Amatohoza canke ubushakashatsi bwerekeye ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako bivamwo ku rwego rw'igihugu, ku rwego rw'intara canke ku rw'ikomine, busabirwa uruhusha rw'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako rutangwa n'uwuserukira igisata c'igihugu kijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako, Komite CTIS imaze kwemeza ko bikenewe kandi ko vyisunga amategeko na Komite y'igihugu ijejwe akarangamutima imaze kwemeza ko ayo matohoza yisunga akarangamutima.

Le visa statistique est facultatif pour les travaux statistiques d'ordre strictement intérieur à une administration, à un projet ou à un programme et ne faisant pas objet de diffusion ainsi que ceux conduits dans le cadre des formations académiques.

Urwandiko rw'ugusaba uruhusha rw'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako singombwa ko rusabwa ku bikorwa vyo gutororokanya ibiharuro mfatirwako bijanye n'ico gisata canke n'umugambi bidashirwa ahabona canke ibikorwa bijanye n'ubushakashatsi bw'inyigisho mu mashure.

Les résultats de toute enquête statistique n'ayant pas obtenu le visa statistique n'engagent pas la responsabilité du système statistique national.

Ibizoba vyavuye mw'itohoza ryerekeye ugutororokanya ibiharuro bifatirwako ritaronse urwandiko rw'ugusaba uruhusha rw'ukubitororokanya ntivyega ibisata bijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako mu Burundi.

La demande du visa statistique est faite par la personne responsable de l'enquête concernée et adressée au responsable de l'autorité statistique nationale.

Urwandiko rw'ugusaba uruhusha rw'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako rutegurwa n'uwujwe iryo tohoza rugashikirizwa uwujwe igisata c'igihugu kijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako.

Toute enquête ayant obtenu le visa statistique est rendue publique par l'Autorité statistique nationale.

Itohoza ryose ryaronkejwe urwandiko rw'ugusaba uruhusha rw'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako rishirwa ahabona n' igisata c'igihugu kijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako.

Les modalités et conditions d'obtention du visa statistique sont accessibles publiquement et fixées par une ordonnance du ministre ayant les statistiques dans ses attributions.

Ibikurikizwa n'uburyo bwokurongura urwandiko rw'ugusaba uruhusha rw'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako bishingwa n'itegeko ry'Umushikiranganji muvuye ajejwe harimwo ibiharuro mfatirwako bigashirwa ahabona kandi bikaronswe uwubikeneye wese.

Section 2 : Des méthodes d'élaboration des statistiques et de l'information

Agace ka 2: Ubuvinga bw'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako n'ubw'ugutegura inkuru bijanye

Article 23 :

Les services relevant du Système Statistique National (SSN) accomplissent leurs missions conformément aux règles méthodologiques et techniques communément admises en matière d'élaboration des statistiques officielles et jouissent de l'indépendance scientifique.

Ingingo ya 23:

Ibisata bihuriye mu Rwego SSN birangura imirimo yavyo vyisunze amategeko akurikizwa hamwe n'ubuhinga bisanzwe vyemewe mu bijanye n'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako vyemewe kandi bikabikora hubahirijwe ubwigenge mu vy'ubushakashatsi.

Ils établissent les statistiques officielles selon les critères permettant leur utilisation pratique et qui les rendent disponibles et accessibles à tous les citoyens en toute objectivité et impartialité.

Ivyo bisata biratomora ibiharuro vy'ivyatororokanjwe vyemewe hisunzwe ibifatirwako bituma vyoroha gukoreshwa kandi bikaboneka, abenegihugu bese bagashobora kubironka igihe cose babikeneye ata wurenganijwe kandi ata guhengama.

Article 24 :

Les personnes physiques et morales assujetties aux opérations de collecte de données statistiques doivent être informées par les

Ingingo ya 24 :

Abantu n'amashirahamwe berekewe n'ibikorwa vy'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako bategerezwa kubimenyeshwa biciye mu buryo

moyens appropriés du cadre légal et institutionnel dans lequel l'activité statistique est réalisée.

bubereye bujanye n'amategeko agenga ivyo bikorwa hamwe n'inzego birangurirwamwo.

Elles sont également informées des objectifs poursuivis par ces opérations, de la finalité des données collectées, des méthodes de collecte et de traitement des données, des supports et du calendrier de diffusion des données collectées ainsi que des dispositions adoptées pour assurer et garantir la confidentialité et la protection des informations individuelles.

Baramenyeshwa kandi intumbero z'ivyo bikorwa, ico ibiharuro vy'ibitororokanywa bizokoresha, ubuhinga bukoreshwa mu kubitororokanya no mu kuvyihweza, ibikoresho bishirwako n'ikirangaminsi c'ugutangaza ibiharuro vy'ivyatororokanijwe hamwe n'ingingo zafashwe kugira ivyatororokanijwe vyerekeye umuntu bigumizwe mw'ibanga vyongere bikingirwe.

Article 25 :

Les services relevant du Système Statistique National (SSN) décident librement des sources de collecte de données de base pour la production des statistiques officielles en tenant compte des coûts de collecte et de la charge des répondants.

Ingingo ya 25 :

Ibisata bihuriye mu Rwego SSN birafata ingingo mu bwigenge aho bikura ivyatororokanijwe bikoresha mu kugira ibiharuro bifatirwako vyemewe hafatiwe ku mafaranga yokoresha mu kubitororokanya n'ibishobora kuremera abatanga inkuru.

Les sources de données de base et les méthodes de leur traitement doivent permettre la production, par des méthodes scientifiques éprouvées et adaptées, des statistiques officielles comparables aux standards internationaux.

Ahava ibitororokanywa hamwe n'ubuhinga bukoreshwa mu kuvyihweza bitegerezwa gutuma vyorohe gutororokanya ibiharuro bifatirwako vyemewe, hakoreshejwe ubuhinga bwo mu bushakashatsi bwamaze gukoreshwa ahandi kandi bujanye n'ibitororokanywa bumeze n'ubukoreshwa ku rwego mpuzamakungu.

Article 26 :

Les fournisseurs de données administratives doivent communiquer gratuitement les données requises aux fins de la production statistique, au niveau de détail nécessaire et avec les métadonnées pertinentes comme le prévoit le programme statistique annuel.

Ingingo ya 26:

Abatanga inkuru zatororokanijwe zijanye n'ivy'intwaro bategerezwa kuzitanga ata mafaranga basavye mu ntumbero y'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako, ku rugero rw'ibikenewe mw'ido n'ido ryavyo n'ibifasha mu kubitahura nk'uko bitegekanywa mu mugambi w'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako ku mwaka.

Section 3 : De la publication, de l'accès et de la diffusion des données statistiques

Agace ka 3: Ukumenyekanisha ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako, ukubironka n'ukubitangaza

Article 27 :

La publication de statistiques officielles est accompagnée de métadonnées suffisantes et à jour. Elle s'accompagne également de commentaires explicatifs rédigés par le producteur responsable afin de permettre aux utilisateurs de comprendre les statistiques en question.

Ingingo ya 27 :

Urwandiko rw'ukumenyekanisha ibiharuro vy'ivyatororokanijwe bifatirwako vyemewe ruba ruri kumwe n'ibifasha mu kubitahura bikwiye kandi biri ku gihe. Urwo rwandiko ruba ruri kumwe kandi n'inzandiko zibisigura zitegurwa n'uwutororokanya ibiharuro bifatirwako abibazwa kugira bitume ababikoresha batahura neza ivyo biharuro.

L'accès aux statistiques officielles, en tant que bien public, est gratuit au moins pour les principaux résultats et pour une forme de publication minimale.

Uwukenyeye ibiharuro vy'ivyatororokanijwe vyemewe, kubera ko bifatwa nk'itunga rikoresha ku neza ya bose, abironka ata mafaranga arishe n'imiburiburi ku vyatororokanijwe nyamukuru kandi bukaba ari n'uburyo bw'ukubimenyekanisha bubayabaye.

Tous les utilisateurs, y compris les pouvoirs publics, ont accès aux données officielles en même temps, dans les mêmes conditions. Ils ne peuvent pas y avoir accès avant la publication.

Abo bose bakoresha ibiharuro vy'ivyatororokanijwe bifatirwako vyemewe, harimwo n'inzege za Reta, bafise uburenganzira bwo kubironswa mu gihe kimwe no mu buryo bumwe. Ariko, ntibashobora kubironswa imbere yuko bimenyekanishwa.

L'utilisateur auquel est accordé l'accès avant publication signe une déclaration d'embargo. Le public est informé des modalités selon lesquelles certains organismes ont accès aux statistiques officielles avant leur publication.

Uwukoresha ivyo biharuro abihawe imbere yuko bimenyekanishwa arashira umukono ku rwandiko yiyemeza ko atazobishira ahabona imbere yuko bimenyekanishwa. Abanyagihugu baramenyeshwa ibikurikizwa kugira amashirahamwe amwamwe aronswe ibiharuro vy'ivyatororokanijwe bifatirwako vyemewe imbere yuko bimenyekanishwa.

Article 28 :

Les utilisateurs ont un libre accès aux statistiques officielles sans aucune restriction.

Ingingo ya 28 :

Abakoresha ibiharuro vy'ivyatororokanijwe bifatirwako vyemewe bafise uburenganzira bw'ukubironswa ata ntambanyi.

Les services relevant du Système Statistique National (SSN) s'assurent que les statistiques officielles, résultats de leurs travaux tels que prévus dans les programmes et les plans de travail en matière statistique, sont accessibles à tous les usagers sur les supports appropriés.

Ibisata bihuriye mu Rwego SSN biritwarika kuraba ko ibiharuro vy'ivyatororokanijwe vyemewe, vyavuye mu bikorwa vyavyo nk'uko bitegerekanywe mu migambi no mu ndinganizo z'ibikorwa mu bijanye n'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako, bironswa ababikenera bese biri ku bikoresha bibikwako bibereye.

Ils publient, à cet effet, un calendrier de diffusion lorsqu'il s'agit de résultats d'enquêtes et de recensements statistiques ainsi que des travaux dont les résultats sont régulièrement mis à la disposition des utilisateurs.

Kubera ivyo, ibisata bihuriye mu Rwego SSN biramenyekanisha ikirangamisi c'ugutangaza ibiharuro vy'ivyatororokanijwe igihe ari ivyavuye mu matohoza no mu nsansuma z'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako hamwe no mu bikorwa bivamwo ibitororokanywa bija birashirwa ahabona kugira ababikenera babironke.

Article 29 :

Les producteurs de statistiques officielles respectifs, peuvent s'exprimer publiquement sur des questions statistiques, dans leurs domaines de compétences.

Ingingo ya 29

Abatororokanya ibiharuro bifatirwako vyemewe, barashobora kwisigura ku mugaragaro ku bibazo bijanye n'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako, umwumwe wese mu gisata afisemwo ubumenyi n'ubushobozi.

CHAPITRE V : DE LA PROTECTION DES DONNEES INDIVIDUELLES

IGICE CA V: IVYEREKEYE UGUKINGIRA IBIHARURO VY'IVYATOROROKANIJWE VYEREKEYE UMUNTU UMWUMWE

Section 1 : Du secret statistique et de la confidentialité des données

Agace ka 1 : Ukugumiza mw'ibanga ibiharuro bitororokanywa bifatirwako n'ukubishikiriza abo bigenewe gusa

Article 30 :

Avant d'entrer en fonction, les cadres des services du Système Statistique National (SSN) prêtent le serment suivant devant le Ministre

Ingingo ya 30 :

Imbere yuko abakozi bakurubakuru bo mu bisata bihuriye mu Rwego SSN binjira mu mabanga, bararahira imbere y'Umushikiranganji ajejwe

ayant la statistique dans ses attributions ou son délégué :

ivyerekeye ugutororokanya ibiharuro bifatirwako canke imbere y'intumwa yiwe uku gukurikira:

« Moi (Nom et Prénom), je jure solennellement d'exercer fidèlement et honnêtement mes fonctions en conformité avec les prescriptions de la loi statistique, de ne révéler, ni faire connaître, sans y être dûment autorisé, rien de ce qui parviendra à ma connaissance du fait de mes fonctions ».

« Jewe (Izina n'itazirano), ndarahiye ku mugaragaro ko nzorangura amabanga njejwe uko bitegerejwe kandi mu bwizigirwa nisunze ibitegekanijwe n'ibwirizwa ryerekeye ugutororokanya ibiharuro bifatirwako, ko ntazoshira ahabona canke ngo menyeshe, ntabirekuriwe n'amategeko, ikintu na kimwe nzomenya kubera amabanga ndimwo ».

Article 31 :

Les données individuelles recueillies par les services et organismes relevant du Système Statistique National (SSN), dans le cadre d'enquêtes ou de tout autre type de collecte, sont couvertes par le secret statistique.

Ingingo ya 31 :

Ibiharuro vy'ivyatororokanijwe vyerekeye umuntu umwumwe vyegeranijwe n'ibisata hamwe n'amashirahamwe bihuriye mu Rwego SSN, mu kugira amatohoza canke ubundi buryo ubwo ari bwo bwose bw'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako, bitegerezwa kugumizwa mw'ibanga ryerekeye ibiharuro bitororokanywa bifatirwako.

Toutefois, les micro-données peuvent être mises à la disposition des utilisateurs à condition que la confidentialité sur les données individuelles soit sauvegardée.

Ariko, ibiharuro vy'ivyatororokanijwe bifatirwako bitarihwezwabishobora kuronswa ababikoresha ari uko ingingo y'uko ibitororokanywa vyerekeye umuntu umwumwe bishikirizwa abo bigenewe gusa iguma yubahirijwe.

La diffusion de ces données ne doit pas permettre l'identification directe ou indirecte des personnes physiques ou morales concernées.

Ivyo biharuro bitangazwa ku buryo abantu canke amashirahamwe vyerekeye badaca bamenyekana canke ngo bamenyekane biciye mu bundi buryo.

Article 32 :

Les bases de données protégées portant sur les individus et les autres institutions sont accessibles aux chercheurs qui, en contrepartie, s'engagent par signature d'une convention à ne pas communiquer à des tierces personnes le contenu de ces bases de données.

Ingingo ya 32:

Abashakashatsi barafise uburenganzira bw'ugukoresha ivyegeranirizo ry'ivyatororokanijwe rikingiwe ryerekeye abantu n'ayandi mashirahamwe, na bo bakiyemeza biciye mu gushira umukono ku masezerano ko batazomenyesha abandi bantu ibiri muri iryo vegeranirizo ry'ivyatororokanijwe.

Article 33 :

L'autorité statistique nationale peut constituer et mettre à la disposition du public, chaque année et chaque fois que de besoin, un répertoire des entreprises reprenant au moins les informations relatives au nom, à l'adresse, au type d'activité, au nombre d'employés et au statut juridique.

Ingingo ya 33:

Igisata c'igihugu kijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako kirashobora gushiraho no kwereka abanyagihugu, ku mwaka ku mwaka no mu gihe biba bikenewe, itororokanirizo ry'amashirahamwe, rikaba rimwo n'imiburiburi inkuru zijanye n'izina ry'ishirahamwe rimwe rimwe ryose, aho ribarizwa, ubwoko bw'ibikorwa rurangura, igitigiri c'abakozi rifise n'ingene rifatwa imbere y'amategeko.

Section 2 : Des interdictions particulières

Article 34 :

Il est interdit à tout agent d'un service statistique de divulguer les informations d'une personne physique ou morale reçues pendant l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions.

* Le secret statistique ne porte pas sur les informations d'une entreprise ou d'un établissement, déjà publiées ou disponibles sur une base de données accessibles au grand public ou encore pour lesquelles la personne physique ou morale a donné son consentement écrit pour leur publication.

Article 35 :

Les données individuelles issues des enquêtes et des recensements statistiques ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles de diffuser ou de publier des résultats statistiques agrégés. Les données relatives à une personne physique ou morale ne peuvent en aucun cas être utilisées à des fins de contrôle fiscal, de répression économique ou d'investigation judiciaire.

CHAPITRES VI : DE L'OBLIGATION DES REPONDANTS AUX ENQUETES ET AUX RECENSEMENTS STATISTIQUES

Article 36:

Les personnes physiques et morales soumises aux enquêtes et aux recensements statistiques sont tenues de répondre avec exactitude et dans les délais leur impartis.

Les personnes physiques ou morales, appelées à fournir les fichiers administratifs aux services statistiques compétents à des fins d'exploitation statistique, sont tenues de mettre lesdits fichiers à la disposition de ces services dans un délai convenu entre lesdites personnes et le service compétent.

Article 37 :

Des organismes professionnels ou interprofessionnels peuvent être agréés par les

Agace ka 2: Ibibujijwe bijanye n'ibitororokanywa

Ingingo ya 34 :

Birabujijwe ko umukozi wese w'igisata kijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako akwiragiza inkuru yamenye zerekeye umuntu canke ishirahamwe mu kiringo ariko ararangura imirimo yiwe canke kubera iyo mirimo.

Ingingo y'ukugumiza mw'ibanga ivyatororokanijwe ntiyerekeye inkuru z'ishirahamwe canke z'ikigo zamaze kumenyekanishwa canke zisanzwe ziri mw'iyegeranirizo ry'ivyatororokanijwe, abantu benshi bafiseko uburenganzira canke mbere umuntu canke ishirahamwe vyerekeye batanze uburenganzira biciye mu rwandiko ko vyomenyekanishwa.

Ingingo ya 35 :

Ibitororokanywa ku muntu umwumwe biva mu matohoza no mu nsansuma z'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako bishobora gukoreshwa gusa mu gutangaza no mu kumenyekanisha ivyavuye mu vyatororokanijwe vyemejwe. Ivyatororokanijwe ku muntu umwumwe canke kw'ishirahamwe rimwerimwe ntivyigera bikoresha na rimwe mu gusuzuma ibijanye n'amakori n'amatagisi, ugutohoza mu bijanye n'ubutunzi canke mu vyerekeye ubutungane.

IGICE CA VI: IVYO ABATANGA INKURU MU MATOHOZA NO MU NSANSUMA Z'UGUTOROROKANYA IBIHARURO BABWIRIZWA GUFATIRAKO

Ingingo ya 36 :

Abantu n'amashirahamwe bagirwako amatohoza canke insasuma z'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako bategerezwa gutanga inkuru z'ukuri kandi mu biringo bahabwa.

Abantu canke amashirahamwe, bahamagariwe guha ibisata bijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako bibifitiye ububasha idosiye zikoresha mu ntwaro kugira bizikoreshe mu bijanye n'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako, bategerezwa kuzironsa ivyo bisata igihe cose bizikeneye mu kiringo abo bantu n'ayo mashirahamwe bumvikanyeko n'igisata gifise ububasha bw'ukuzitanga.

Ingingo ya 37:

Amashirahamwe akora umwuga kanaka canke amashirahamwe y'imyuga ifise ico ihuriyeko

pouvoirs publics pour servir d'intermédiaire dans l'exécution des enquêtes statistiques. Les organismes enquêteurs agréés adressent au service initiateur de l'enquête dans les délais fixés par leur contrat de service, les renseignements qu'ils ont recueillis.

Article 38 :

A défaut de répondre avec exactitude et dans les délais impartis, le service statistique compétent adresse à la personne physique ou morale défaillante une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception précisant un délai supplémentaire de réponse n'excédant pas sept jours. Passé ce délai, la personne défaillante est passible des peines prévues par la présente loi.

CHAPITRES VII: DE LA QUALITE DES STATISTIQUES OFFICIELLES

Article 39 :

L'autorité statistique nationale et les services centraux des statistiques Ministériels s'attachent à évaluer et améliorer constamment la qualité des statistiques officielles en termes de pertinence, d'exactitude, de fiabilité, d'actualité, de transparence, de clarté, de cohérence et de comparabilité.

Article 40 :

Aux fins de garantir la qualité des statistiques officielles, le développement, la production et la diffusion de celles-ci font l'objet de normes communes et de méthodes harmonisées concernant leur portée, les concepts, les définitions, les unités, les nomenclatures, conformément aux principes énoncés dans le recueil y relatif et aux recommandations statistiques adoptées à l'échelle internationale.

L'engagement en faveur de la qualité doit être mis en évidence sous forme de mesures essentielles d'amélioration consignée dans les programmes statistiques.

ashobora kwemererwa gukora n'abajejwe intwari kugira ngo afashe Reta gushira mu ngiro ibikorwa bijanye n'amatohoza y'ibiharuro bifatirwako. Amashirahamwe akora amatohoza yemerewe gukora ashikiriza inkuru yatororokanije ibisata vyasavye amatohoza mu biringo bitomorwa mu masezerano y'ugukora ayo matohoza.

Ingingo ya 38 :

Umuntu canke ishirahamwe adatanze ibiharuro vy'ukuri kandi mu biringo bitegekanijwe, igisata kijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako kibifitiye ububashya kiramugabishya biciye mw'ikete ritegerezwa gushikirizwa uwo rigenewe na we agatanga icemeza ko yaryakiriye ritomora ikiringo cyongera ku cari caratanze kitarenza imisi indwi. Ico kiringo kirenze, umuntu canke ishirahamwe atubahirije ivyo yasabwe, ahanishwa ibihano bitegekanijwe n'iri bwirizwa.

IGICE CA VII: INGENE IBIHARURO VY'IBITOROROKANYWA BIFATIRWAKO VYEMEWE BIBA BIMEZE

Ingingo ya 39:

Igisata c'igihugu kijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako n'ibisata bijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako vyo mu burungozi bw'ubushikiranganji butandukanye biraja birasuzuma no gutuma ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako vyemewe bimera neza gusumba mu kubigira nkenerwa, ivy'ukuri, ivy'ukwizerwa bihuye n'igihe kigezweho, bikorerwa ku mugaragaro, bitahurika, biroranye kandi bishobora kugereranywa n'ibindi.

Ingingo ya 40:

Mu ntumbero yo kuronka ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako vyemewe bimeze neza, ukubitunganya, ukubitororokanya n'ukubitangaza vyisunga amategako rusangi n'ubuhinga buroranyishijwe mu vyerekeye akarere bikorashwako, amajambo nyamukuru akorashwa, insiguro z'amajambo, ingero zikorashwa, amazina akorashwa hisunzwe ibitegekanijwe mu ngingo ngenderwako zo mu gitabu c'ivyatororokanijwe kivyerekeye hamwe n'ibisabwa gukurikizwa bijanye n'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako vyemejwe ku rwego mpuzamakungu.

Ukwiyemeza kuronka ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako bimeze neza bitegerezwa kugaragara nk'ingingo nyamukuru zituma bikorwa neza gusumba nk'uko bitegekanijwe mu migambi yerekeye ugutororokanya ibiharuro bifatirwako.

Article 41 :

La gestion de la qualité est fondée sur les normes communes et les méthodes harmonisées de production des statistiques officielles tel que consigné dans le Cadre National d'Assurance Qualité des Données.

Article 42 :

Les utilisateurs sont régulièrement consultés sur la qualité des statistiques officielles.

Les producteurs des statistiques officielles sollicitent des observations de la part des fournisseurs des données pour améliorer leur qualité.

Les producteurs des statistiques officielles doivent collaborer avec les milieux scientifiques pour évaluer et améliorer les méthodes statistiques et promouvoir des travaux d'analyse utilisant les statistiques officielles.

Des experts tant internes qu'externes peuvent procéder à des évaluations institutionnelles des processus et des produits du Système Statistique National (SSN).

CHAPITRE VIII : DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

Article 43 :

L'autorité statistique nationale et les services centraux de statistiques des ministères agissant dans leurs domaines de compétence respectifs participent aux travaux menés au niveau international et régional pour élaborer et mettre en œuvre des normes et recommandations relatives à la statistique.

L'autorité statistique nationale est le point focal pour toute coopération technique en matière de statistiques officielles ainsi que pour toutes les évaluations effectuées à l'initiative

Ingingo ya 41 :

Ugutunganya ibijanye n'ugusuzuma ko ibiharuro vy'ibitorokanywa bifatirwako bimeze neza bishingiye ku mategeko rusangi no ku buhinga burorokanyijwe n'ibikenewe bw'ugutorokanywa ibiharuro bifatirwako vyemewe nk'uko vyashizwe mu Mugambi w'igihugu w'ugusuzuma ko ibiharuro bitorokanywa bifatirwako bimeze neza.

Ingingo ya 42 :

Abakoresha ibiharuro vy'ivyatororokanyijwe bifatirwako vyemewe bama babazwa ko ivyo biharuro bimeze neza.

Abatororokanywa ibiharuro bifatirwako vyemewe barasaba abatanga inkuru z'ibitorokanywa gutanga intererano z'ivyiyumviro kugira haboneke ibiharuro bifatirwako bimeze neza gusumba.

Abatororokanywa ibiharuro bifatirwako vyemewe bategerezwa gukorana n'abakora mu bisata vyerekeye ubumenyi kugira basuzume bongere batume ubuhinga bw'ugutorokanywa ibiharuro bifatirwako butera imbere kuruta no guteza imbere ibikorwa bijanye n'ubuhinga bw'ukwihweza bukoresha ibiharuro vy'ibitorokanywa bifatirwako vyemewe.

Abahinga, baba abakora mu Rwego ruhurikiyemwo ibisata bijejwe gutororokanywa ibiharuro bifatirwako mu gihugu (SSN) canke abakora ahandi, barashobora gusuzuma ingene ibisata bijejwe gutororokanywa ibiharuro bifatirwako bikora hamwe n'ivyatororokanyijwe n'urwo Rwego.

IGICE CA VIII: IVYEREKEYE UGUFASHANYA KU RWEGO MPUZAMAKUNGU

Ingingo ya 43:

Igisata c'igihugu kijejwe gutororokanywa ibiharuro bifatirwako n'ibisata bijejwe gutororokanywa ibiharuro bifatirwako vyo mu burongozi bw'ubushikiranganji butandukanye bikorera kimwe kimwe cose mu vyo gifitiye ububasha bwo kugira uruhara mu bikorwa birangurwa ku rwego mpuzamakungu no ku rwego rw'akarere Uburundi buherereyemwo vyo gutegura no gushira mu ngiro amategeko yisungwa hamwe n'ivyasabwe gukorwa vyerekeye ibiharuro vy'ivyatororokanyijwe bifatirwako.

Igisata c'igihugu kijejwe gutororokanywa ibiharuro bifatirwako ni co kijejwe gukurikiranira hafi ibijanye n'imigenderanire yose y'ugufashanya mu vy'ubuhinga mu vyerekeye ibiharuro

d'organisations internationales concernant la statistique officielle indépendamment du domaine statistique et du producteur.

vy'ivyatororokanijwe bifatirwako vyemewe hamwe n'ibikorwa vyerekeye ugusuzuma birangurwa bisabwe n'amashirahamwe mpuzamakungu vyerekeye ibiharuro vy'ivyatororokanijwe bifatirwako vyemewe hatarabwe igisata vyatororokanijwemwo n'uwabitororokanije.

Article 44 :

L'autorité statistique nationale coordonne la transmission de statistiques officielles aux organisations internationales et aux autorités des pays tiers.

Ingingo ya 44:

Igisata c'igihugu kijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako kirakurikiranira hafi ibijanye n'ukurungikira amashirahamwe mpuzamakungu n'abategetsu b'ibindi bihugu ibiharuro vy'ivyatororokanijwe bifatirwako vyemewe.

CHAPITRE IX : DES DISPOSITIONS PENALES

IGICE CA IX: IBIHANO MPANAVYAHA

Article 45 :

Les agents relevant des services du Système Statistique National (SSN) qui contreviennent, même après l'exercice de leurs fonctions, aux dispositions prévues au chapitre relatif à la protection des données individuelles s'exposent aux sanctions pour violation du secret professionnel prévues par le code de procédure pénale.

Ingingo ya 45 :

Abakozi b'ibisata bihuriye mu Rwego SSN barenze bitegekanijwe mu gice c'ivyerekeye gukingira ibiharuro vy'ivyatororokanijwe bifatirwako vyerekeye umuntu, n'aho batoba bakirangura amabanga bari bajejwe bahanishwa ibihano bijanye n'ukumena amabanga y'akazi bitegekanijwe n'Igitabu c'amategeko yerekeye ingene imanza z'ivyaha zitohozwa, ziburanishwa n'ingene zicibwa.

Article 46 :

Toute personne ou toute institution qui, sans raison valable, se rend coupable de refus de réponse, de transmission de réponses incomplètes ou délibérément fausses, de non-respect de délais dans le cadre d'enquêtes à caractère obligatoire est punie d'une servitude pénale de quinze jours au maximum et d'une amende de dix mille à deux cent mille francs burundais ou l'une de ces peines seulement.

Ingingo ya 46:

Umuntu wese canke ishirahamwe ryose, ata mvo yumvikana, azokwagira icaha c'ukwanka gutanga inyishu, ic'ugutanga inyishu zidakwiye canke atanze inyishu atari iz'ukuri abigize nkana, ic'ukutubahiriza ibiringo mu gihe c'amatohoza ategerejwe, ahanishwa umunyororo utarenza imisi icumi n'itanu hamwe n'ihadabu ry'amafaranga y'amarundi riva ku bihumbi icumi gushika ku bihumbi amajana abiri canke igihano kimwe muri ivyo conyene.

L'exécution de la peine ne dispense pas les contrevenants de fournir l'information demandée.

Ugukora igihano ntibibuza ko uwarenze amategeko yagiciriwe atanga inkuru asabwa.

En cas de récidive dans un délai de deux ans, la peine est portée au double.

Mu gihe uwagiriye icaha asubiye kugikora mu kiringo c'imyaka ibiri, igihano kigwizwa na kabiri.

Article 47 :

Tout agent du Système Statistique National (SSN) ou toute autre personne qui fausse délibérément les données statistiques au niveau de la collecte, du traitement, de l'analyse, de la publication ou de la diffusion des données est puni d'une servitude pénale d'un mois à six mois et d'une amende de cent mille à un million de francs burundais ou l'une de ces peines seulement.

Ingingo ya 47:

Umukozi wese w'Urwego SSN canke uwundi muntu wese ashize nkana amakosa mu biharuro vy'ibitorokanywa bifatirwako mu gihe c'ukubitorokanywa, ukubisesangura, ukuvyihweza, ukubimenyekanisha canke mu gihe c'ukubitangaza ahanishwa umunyororo uva ku kwezi kumwe gushika ku mezi atandatu n'ihadabu ry'amafaranga y'amarundi riva ku bihumbi ijana

gushika ku muriyoni canke igihano kimwe muri
ivyo conyene.

**CHAPITRE X: DES DISPOSITIONS
DIVERSES ET FINALES**

Article 48 :

Les infractions aux dispositions de la présente loi
ou de ses textes d'application sont constatées par
les agents de la statistique nationale dotés de la
qualité d'officier de police judiciaire en matière
statistique.

Article 49 :

Toutes les dispositions antérieures contraires à la
présente loi sont abrogées.

Article 50 :

La présente loi entre en vigueur le jour de sa
promulgation.

Fait à Gitega, le ... / ... / ...

Evariste NDAYISHIMIYE

PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU ET SCHELLE DU SCEAU DE LA
REPUBLIQUE,

LE MINISTRE DE LA JUSTICE,

Domine BANYANKIMBONA.

**IGICE CA X. INGINGO ZITANDUKANYE
HAMWE N'IZISOZERA**

Ingingo ya 48 :

Ivyaha vyerekeye ukurenga ku bitegekanijwe n'iri
bwirizwa canke amategeko arishira mu ngiro
vyemezwa n'abakozi bajejwe gutororokanya
ibiharuro bifatirwako ku rwego rw'igihugu bafise
ububasha nk'ubw'inyamiramabi mu vyerekeye
ugutororokanya ibiharuro bifatirwako.

Ingingo ya 49:

Ingingo zose zahahora ziteye kubiri n'iri bwirizwa
zirafuswe.

Ingingo ya 50:

Iri bwirizwa ritangura gukurikizwa kuva umusi
ritangarijweko.

Bigiriwe i Gitega, ku wa...../...../.....

NDAYISHIMIYE Evariste

KU BW'UMUKURU W'IGIHUGU,

UMUSHIKIRANGANJI W'UBUTUNGANE

BANYANKIMBONA Domine.